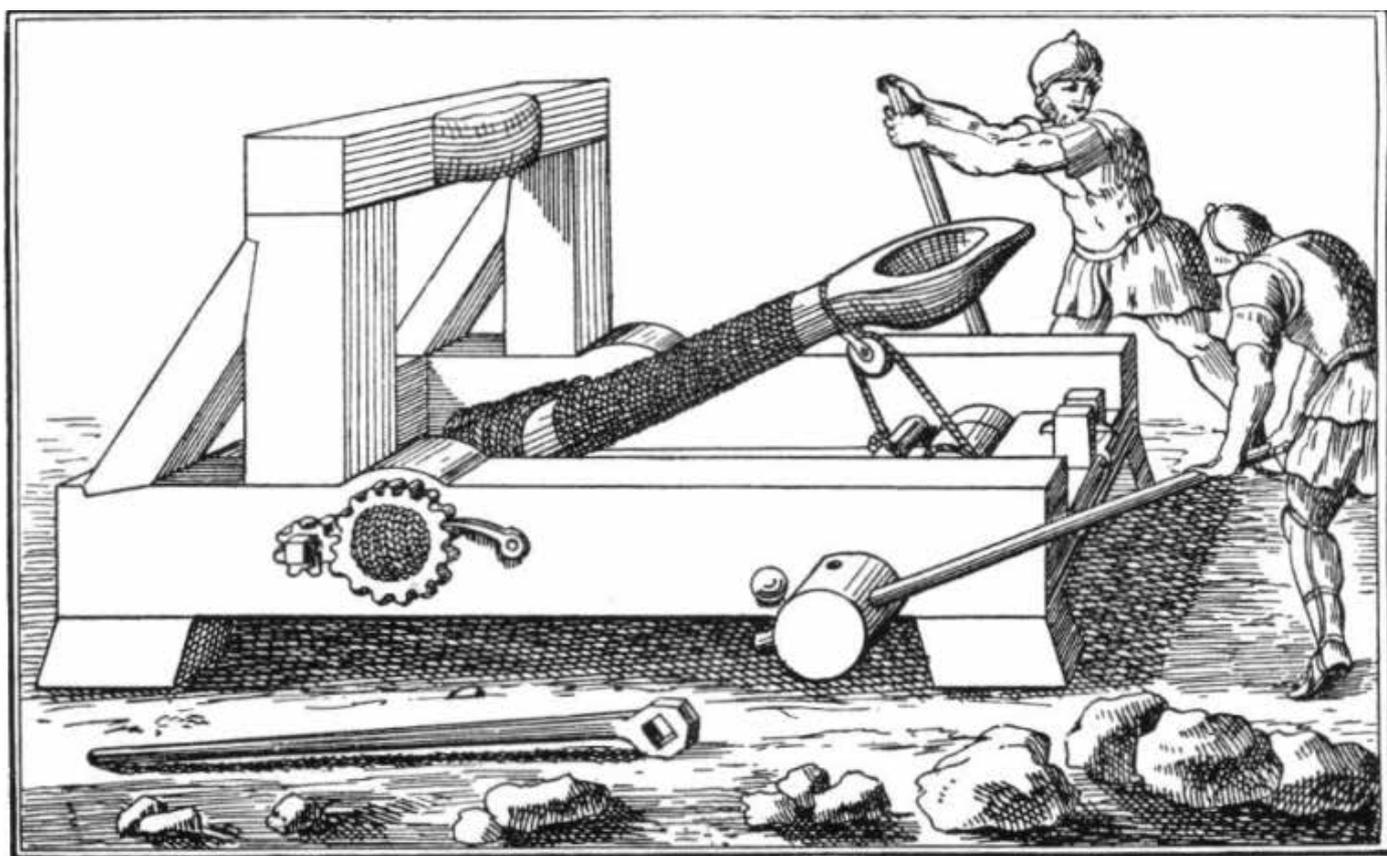


LUTTES SOCIALES SOUS LA PRÉSIDENTENCE MACRON

RECUEIL DE CONTRIBUTIONS



Tables des matières

4 Montpellier : Un doyen envoie ses nervis attaquer les étudiants grévistes
/ Lundi Matin

8 Printemps 2018: sur les mouvements sociaux et la défense du service public
/ CarbureBlog

18 Bref voyage en France, quand les étudiant.e.s ne vont plus en cours
/ InfoAut (trad. de l'italien)

22 Nous sommes tous le cortège de tête
/ Daniel Schneidermann

24 Accusé d'avoir fomenté les violences du 1er Mai, le MILI répond au préfet de police de Paris
/ Lundi Matin

26 Tolbiac, révolte-toi ! Retour sur un mois d'occupation
/ Plateforme d'enquêtes militantes

33 Les mensonges de la gendarmerie sur les circonstances du tir de grenade qui a mutilé Maxime
/ Groupe presse ZAD

35 Témoignage d'une arrêtée du lycée Arago
/ Lundi Matin

Montpellier : Un doyen envoie ses nervis attaquer les étudiants grévistes

Des occupants racontent ce qu'il s'est passé ce 22 mars

paru dans lundimatin#139, 26.03.2018, www.lundi.am

Un 22 mars de 48 heures

La manifestation fut belle. Il faisait beau et nous étions beaux. Joyeux et important cortège que celui qui s'est introduit dans les sinueuses rues montpelliéraines afin d'arriver à la faculté de droit et de science politique. L'Amphi A fut rempli par une immense foule et une AG à moitié improvisée a commencé à se tenir. Il y avait du bonheur, et des échanges, certes parfois vigoureux - comme chaque fois que des idées contradictoires s'affirment en public. Et puis, on ne pouvait faire autrement avec cette quinzaine d'excités qui jouaient aux molosses et campaient au fond de l'amphithéâtre, à l'extrême droite. « On est chez nous ! », « c'est NOTRE fac ! », ils nous traitaient comme des « envahisseurs ». Ils méprisaient le caractère public de l'édifice universitaire et se considéraient comme plus légitimes que l'assemblée générale du mouvement, prévue par l'intersyndicale et composée de personnels administratifs, de lycéens, de professeurs, d'étudiants (de toutes les facs dont celle-ci), d'avocats et de magistrats en grève et d'autres secteurs en lutte.

Qui étaient-ils ces tristes sires qui voulaient nous virer ? Des doctorants, chargés de cours, en particulier des membres fondateurs de la dite Association Montpelliéraine des Jeunes Historiens du Droit (l'AMJHD), mais aussi un professeur du droit de la santé, notamment membre du comité local d'éthique du CHU de Montpellier, et une poignée de prétentieux étudiants aux cheveux gominés. Ils ont troublé l'assemblée toute l'après-midi, et n'ont pas lésiné sur les provocations et les menaces. « Dormez d'un œil ». L'idée fut bien émise plusieurs fois de les mettre à la porte, mais nous ne l'avons fait que plus tard, suite à une altercation physique qu'ils avaient provoqué. Et nous les avons ensuite de nouveau laissé rentrer. Nous les avons laissé tranquilles, nous profiler, alors qu'ils organisaient en secret notre évacuation. Il faut le dire, nous avons été trop gentils. Nous n'imaginions pas ce qui allait arriver.

Nous avons même invité le doyen, Philippe Pétel, qui formait bande avec eux, à parler à l'assemblée afin qu'il nous explique son point de vue et nous renseigne sur une possible intervention policière. Nous lui avons demandé s'il oserait sans vergogne nous faire gazer et matraquer. Il nous a répondu qu'on ne serait pas évacué « au napalm » et nous a demandé dans quel pays on se croyait. « En France, monsieur ». La suite nous prouvera tout le cynisme de sa démarche. Selon la version des faits qu'il a présentée, la préfecture ne lui a pas donné l'intervention policière dont il rêvait, malgré ses vives et longues réclamations. Dans le hall, il a passé bien du temps au téléphone et ce toute la soirée. Sans doute avec le préfet, sans doute avec d'autres aussi.

Et quelle soirée ! Au caractère parfois ubuesque : des anticapitalistes discutant avec des nostalgiques de l'Ancien Régime, un chargé de cours d'extrême droite, payé par le public, affirmant sans sourciller que la

séparation des pouvoirs est un des grands problèmes de notre société (il sera heureux de la réforme de la justice), de joyeuses engueulades, France 3 qui s'invite à la fête, des types en cravate choqués par un instrument aussi sauvage que le tambour sicilien, deux mondes inconciliables qui se sont longuement côtoyé : des fanatiques coincés du cul et nous, aussi charmant.e.s que désinvoltés.

La sécurité incendie avait pour ordre de nous bloquer l'accès aux toilettes, et ce depuis le début de l'après-midi. Ils avaient privatisé l'accès hygiénique. Nous aurions pu sans soucis les ouvrir de force, nous étions plus nombreux, mais nous sommes restés calmes, encore une fois, bien gentils. Nous n'avons pas même uriné dans la faculté – « allez pisser dehors comme des chiens » nous a dit le doyen. Nous n'avons même pas fait un seul graffiti dans l'amphithéâtre occupé. Du coup, il est resté aussi triste qu'avant. Nous aurions sans doute dû nous demander un peu plus pourquoi cette bande restait dans la faculté avec nous ... Nous avons ensuite compris, mais trop tard.

Nos ennemis considèrent notre bonne humeur et notre côté sympa, deux de nos plus grandes forces, comme un signe de faiblesse à exploiter. Nous n'avons pas les mêmes conceptions ni de la vie, ni de l'amitié. Ce sont ces forces là qu'ils voulaient mettre à bas. C'est pour nous terroriser, nous choquer, nous fracasser, que le commando qui s'élança par la suite dans l'amphi va faire couler le sang. Mais c'est là qu'ils se trompent aussi. Nous continuons de considérer comme forces ce qu'ils voient comme des faiblesses, et ils nous ont plus uni que jamais.

Après l'expulsion, on se retrouve dans la rue, à côté de la faculté, désormais bloquée par la police. Ils ont des chiens, agressifs qui nous aboient dessus. On les interpelle. Ils nous méprisent. « C'est votre version des faits », « Vous n'avez rien à faire là », « si tu t'approches trop de moi, je vais te défoncer la gueule ». Certains d'entre eux caressent leurs matraques. Frustrés de ne pas avoir pu participer à la répression ?

Quand les « anti-bloqueurs » nous traitent de fainéants, ils n'imaginent peut-être pas les courtes nuits que l'on peut passer. Au choc et à l'incrédulité succède la juste colère. Il fallait travailler, raconter ce qu'il s'était passé, diffuser les vidéos. Sans ces dernières, il est d'ailleurs à noter qu'on nous aurait sans doute traité de menteurs. Leur paroles contre la nôtre.

Deux thèses, celle des occupants et celle de l'administration. Deux récits antithétiques et incompatibles. Pour la première, une milice fasciste a attaqué brutalement et sans raison les paisibles occupants de l'Amphi A. Pour la seconde, les occupants étaient violents, agressifs et ils ont eux-mêmes provoqué l'altercation avec des « étudiants de droit » qui ne voulaient que protéger « leur » fac. Seulement, l'existence des vidéos vient balayer sans concession cette dernière thèse et le doyen, aussi ingénu qu'ordurier, ayant oublié que les smartphones existent, se prend les pieds dans le tapis. Face à la caméra de la télé publique, il ment sans sourciller et se dit même « fier » de ses « étudiants », c'est-à-dire de la milice pour laquelle il a fait office de petit chef. Puis, ébloui par sa propre bêtise, il brille en lâcheté et tente de faire porter le chapeau à un autre salaud, hiérarchiquement inférieur, un prof d'extrême droite alors présent. Mais il n'y a plus rien à faire, il se fait logiquement démissionner moins de 24 heures après les faits, affirme qu'il n'est pas coupable et celui qui a été piégé par ses propres mensonges dénonce une campagne de calomnie le visant ...

Il faut dire que le matin même, il était clairement dénoncé lors de l'important rassemblement qui a eu lieu devant la faculté de droit. « Nous demandons la mise en examen de Philippe Pétel, doyen de la faculté de droit de Montpellier, pour association de malfaiteurs ». Beaucoup de personnes ne voulaient d'abord pas y croire. Il leur faudra entendre nos nombreux témoignages. Pétel a quelques soutiens étudiants qui parlent de diffamation, mais ils décident finalement de quitter une assemblée dans laquelle ils n'ont rien à faire. Il est d'ailleurs à noter qu'une des personnes menaçantes de la veille a même le culot de venir se pointer là, tout comme – plus tard – le même néofasciste et d'autres de ses comparses tourneront autour du rassemble-

ment ayant lieu devant la préfecture, malgré la présence du dispositif policier.

Avant cela, notre cortège. Étonnant et improbable cocktail. Du personnel administratif, des syndicats, des étudiant.e.s de droit (nombre d'entre eux ne s'étaient jamais mobilisés, certains ne se disent même pas contre les réformes en cours), des antifascistes, des capuches noires, des lycéens, ... On entonne en cœur dans le centre-ville : « Tout le monde déteste les fascistes », « Pétel démission ».

Mais, lors de l'AG devant la préfecture, c'est aussi une autre question qui se pose. La veille, des policiers étaient aussi présents sur les lieux : pourquoi ont-ils laissé fuir les malfaiteurs sans même un contrôle ?

Cette question, les autorités vont tout faire pour éviter qu'on continue de se la poser. Il tenteront de détourner l'attention. « Réduire » ce qu'il s'est passé. C'est la question de ce qu'ont fait, ou plutôt n'ont pas fait, les policiers qu'il va leur falloir contourner. Le préfet a beau avoir reçu une délégation et affirmé un prétendu soutien, cela nous laisse perplexes.

Poser la question est déjà un scandale en soi, et sera traité comme tel. Les gouvernants vont parler d'accusation infondée, de calomnie, de thèses complotistes, ce qui sera aussi dérangeant qu'hilarant parce qu'il ne s'agit que d'une simple question qu'ont déjà en tête, ceux qui y étaient bien sûr, mais aussi, suite aux nombreux témoignages, tout observateur suivant l'affaire avec un minimum d'objectivité.

L'enquête administrative abordera les violences commises tout autant que les modalités de l'intrusion de la milice. Ayant été témoins de ce qu'il s'est passé, nous en savons déjà bien assez sur ces questions. Mais cette nuit-là, les miliciens ne sont pas que rentrés. À moins qu'ils aient décidé de dormir dans la faculté à notre place, ils sont aussi sortis.

Ils nous ont mis dehors, fermant même la grille sur les jambes d'une d'entre nous. Eux étaient encore à l'intérieur. La police, qui était toute proche, aux alentours, est arrivée sur les lieux à peine quelques minutes après les méfaits : elle était présente devant et derrière le bâtiment. Elle aurait pu alors arrêter les malfaiteurs sur le moment, évitant ainsi les longues procédures d'enquête à venir.

De scandale civique, c'est donc une bien étrange affaire qui pourrait se dessiner.

Il est notable que Philippe Pétel appartient à la bourgeoisie montpelliéraine. Ce qui a été expulsé de l'amphithéâtre A, c'est le mouvement social. Dans les faits, le commando d'extrême droite a juste remplacé la police. D'une certaine manière, Pétel s'est fait sabre pour le goupillon Macron. Il a suppléé le ministère de l'intérieur. Ce n'était pas à proprement de la violence « gratuite » : ce dont il s'agissait, c'était de casser une occupation inter-luttes qui sortait de l'ordinaire et qui avait pris pour siège l'amphi d'une des seules facultés restées au centre-ville de Montpellier. Tout un symbole : les autres facultés ayant été écartées il y a bien longtemps dans des campus plus lointains, parce que les étudiants n'étaient pas un peuple assez docile.

Ce qui était magnifique ce jour, c'était le débordement, la spontanéité, la manifestation, la folle AG (où nous avons dans l'enthousiasme voté beaucoup trop de choses), le repas improvisé et partagé, cet amphi vivant dans lequel on discutait tant : dans la soirée, il s'y passait encore quelque chose.

Le lendemain, de nombreuses personnes qui n'étaient pas là la veille condamnaient, à juste titre, les violences néofascistes. Mais l'on craignait déjà cette « union sacrée » contre la violence. Il ne faudrait pas que ce discours serve à l'avenir à désarmer le mouvement, et il faudra donc aussi insister sur les niveaux de violence. De la peinture sur un mur par un.e camarade en capuche ne peut en aucun cas être assimilé à un coup de latte tranchante dans le crâne ou à un tir de taser. De même, considérant que c'est le mouvement social qui fut attaqué en tant que tel, que cette nuit là, la milice n'a pas lutté pour « sa » fac mais contre ceux qui manifestent contre l'austérité macronienne, il nous faut éviter le risque de détournement : ne pas transformer une

agitation sociale en simple combat entre antifascistes et néofascistes. Un peu comme quand Pétel pensait que sa version de rixe entre étudiants allait passer. On peut lire cela comme autant de manières de « dévier » le mouvement.

Paradoxalement, c'est plutôt une nouvelle brèche qui s'est ouverte autour de la faculté de droit. Une intersection. La fameuse convergence des luttes peut s'en retrouver impulsée. Ils ont pris nos forces pour des faiblesses.

Lors de son intervention à l'AG, Pétel qui n'a pas eu de chance quand ses parents l'ont appelé Philippe, nous avait déclaré qu'ils ne laissaient même pas les étudiants de droit organiser des soirées dans la faculté, et que ce serait donc injuste d'autoriser les manifestants à le faire. Si cela est vrai, nous trouvons effectivement injuste que ce monsieur ait toujours empêché ses étudiants d'organiser des concerts ou autre dans les locaux de l'université publique. Maintenant qu'il a démissionné, ce serait peut-être une chose à penser ...

À quand un gala de la fac de droit et de sciences politiques de Montpellier contre la réforme de la justice et en soutien financier au mouvement ?

Nous sommes prêts à fournir les petits toasts.

Des (ex)occupant.e.s de la faculté de droit et de sciences politiques de Montpellier

Printemps 2018 : sur les mouvements sociaux et la défense du service public

Par AC, www.carbureblog.com, 02.04.2018

Depuis une trentaine d'années en France, toute la conflictualité sociale paraît devoir s'exprimer à travers les luttes de la fonction publique, par le biais de grandes grèves orchestrées par les syndicats, dans ce qu'on appelle des mouvements sociaux. La plupart de ces mouvements ont eu pour enjeu de s'opposer à une réforme touchant le service public, ou la gestion par l'Etat de différents éléments ayant trait à la reproduction globale de la force de travail (assurance chômage, sécurité sociale, retraites, etc.).

Il y a à cela tout un ensemble de raisons, qui ont été mille fois analysées, qui vont du poids effectif et du rôle idéologique qu'a pris le service public dans ce vieil Etat-nation à l'organisation centralisée depuis le Moyen Age qu'est la France, jusqu'à l'affaiblissement des syndicats du secteur privé, résultat des transformations sociales du capital dans sa forme la plus récente, qui ont fait du secteur public le dernier bastion de luttes ouvrières massives.

Mais si la défense du service public a pris en France une telle importance idéologique, c'est essentiellement parce que les grandes concentrations ouvrières qui ont existé jusque dans les années 50-60 ont été progressivement défaites dans le mouvement de restructuration du capital, à partir des années 70, et de façon accélérée à partir des années 1990-2000. La fin de l'identité ouvrière et avec elle la fin de la capacité des ouvriers à se mobiliser en masse, ainsi qu'à produire un discours politique propre, a ouvert un espace à une fonction publique dont les agents pouvaient encore se mettre en grève sans encourir trop de sanctions, et par là se faire les représentants de l'intérêt commun, à travers la défense de leurs intérêts propres. En outre, en France, la fonction publique d'Etat est composée pour moitié de personnels relevant du secteur de l'enseignement, dont une bonne quantité de professeurs, c'est-à-dire de personnes éminemment capables de produire des discours politiques. Capacité de mobilisation et capacité de production idéologique ont fait que les luttes du service public sont venues prendre la place qu'occupait l'ancien mouvement ouvrier, en en conservant certains traits, imposant de façon hégémonique leur idéologie propre à l'ensemble des luttes.

Il y aurait donc tout lieu de penser qu'en 2018, c'est un énième mouvement social qui va se dérouler, avec son rituel de grandes manifestations, ses débordements-en-marge, ses journées de grèves, ses interviews télévisés d'usagers « pris en otage » dans les gares ou aux stations-services, la dénonciation par les plus radicaux du rôle de collaboration des syndicats, ses assemblées autonomes, et son retour au calme proclamé par les mêmes syndicats, au bout d'un temps plus ou moins long. Cependant, il apparaît à tous que cette fois les choses sont un peu différentes, et que si tous ces éléments ne manqueront pas de se retrouver dans le mouvement qui se prépare, les enjeux ne sont plus tout à fait les mêmes.

C'est tout d'abord que le mouvement qui s'amorce fait suite à une longue série de défaites, dont celles notables de la lutte sur l'âge de départ à la retraite en 2010, malgré une mobilisation massive, et de la lutte contre la loi Travail en 2016. Les grèves et les manifestations qui jusqu'à la fin des années 1990, si elles étaient longues et bien menées, pouvaient faire reculer les gouvernements (qui en général parvenaient tout de même à avancer quelques pions), ne semblent plus être traitées que comme des troubles à l'ordre

public, et non comme les éléments d'un dialogue qui semble avoir de fait disparu, quand les réformes sont imposées par 49-3 et par ordonnances.

La longue suite d'échecs subis par les mouvements sociaux depuis au moins 2003 (à l'exception notable de celui de 2006 sur le CPE), n'a pas eu qu'un effet démoralisateur, mais également des effets très concrets sur la structure du travail en France, l'éloignant toujours plus du modèle posé par la défense du service public, ainsi que des réalités propres à la fonction publique. C'est ainsi que la défense du service public est devenue de plus en plus omniprésente et urgente, de par son échec même. Mais pendant qu'on se focalisait sur le service public et sa défense, c'est le secteur privé tout entier qui s'ajustait de plus en plus vite aux nouvelles exigences du capitalisme. En parallèle de ce mouvement, les entreprises publiques ont tendu de plus en plus à aligner leurs structures de fonctionnement sur celles du privé, dans leur mode de gestion et leurs exigences de résultats quantifiables, voire de rentabilité financière.

La fracture entre fonctionnaires et salariés du privé n'est pas seulement idéologique mais bien réelle. Si elle existe, ce n'est pas uniquement pour des raisons psycho-politiques de haine du fonctionnaire ou à cause de la propagande médiatique, mais parce que ces réalités ne concordent simplement plus. Des réformes ont été appliquées, et combattues plus ou moins vigoureusement et efficacement. Les salariés du privé, qu'on appelle aujourd'hui au nom de l'intérêt général à soutenir les cheminots, pourraient bien demander aux syndicats ce qu'ils faisaient, en 2003, quand l'allongement de l'âge de la retraite était voté, mais que Balladur garantissait que les régimes spéciaux seraient à l'abri. Mais surtout, les rapports sociaux se sont transformés, changement suivi ou impulsé par des lois, mais qui répond à la transformation globale du capital dans sa phase de restructuration achevée, dans laquelle nous sommes tous pris.

Même au cœur de la fonction publique, le recours à la sous-traitance et aux contractuels, la logique commerciale dans les services, les méthodes de management (parfois encore plus dures que dans le privé, cf. la Poste) tendent à faire de l'emploi garanti, de la protection sociale, ainsi que des chaînes hiérarchiques traditionnelles une survivance du passé. C'est aussi un mode de relations au travail hérité de la vieille identité ouvrière (mélange subtil de conscience de sa position dans les rapports d'entreprise et d'horizontalité dans les rapports interindividuels) qui a été combattu, comme c'est le cas de manière flagrante à la Poste, mais aussi à la SNCF ou à EDF. Voilà plus de 20 ans qu'on modernise, et cela a eu des effets.

Pour toutes ces raisons, on sent que c'est plutôt mal parti. Peut-être est-ce pour cela qu'avant même d'avoir commencé, on regarde en arrière, vers 1995, la dernière grande victoire syndicale face à une réforme gouvernementale et mouvement social-type, et aussi vers Mai 68, dont on commémore le demi-siècle. On se souviendra – ou pas – que ce mouvement aura commencé un 22 mars.

Qu'à peu près le même écart de temps sépare ces deux dates, 68 et 95, devrait nous faire comprendre la rupture que marquait 95 vis-à-vis de Mai 68 et des contenus révolutionnaires de l'ancien cycle de lutte, et nous donner le soupçon que la période ouverte par le mouvement de décembre 95 risque bien d'être désormais terminée.

Le mouvement de décembre 95 a été l'acte de naissance officiel de ce qu'on a appelé citoyennisme ou démocratisme radical. Dès après la crise de 2007-2008, l'échec historique de cette idéologie est devenu patent, par l'évacuation de fait de toute possibilité d'un retour au keynésanisme social comme solution à la crise. A travers la gestion de la crise, c'est le capital lui-même qui a réaffirmé la production de richesses comme un résultat de l'exploitation, et non pas un comme objet neutre qu'il s'agirait de répartir harmonieusement, et qui, au travers des politiques d'austérité menées par les Etats, a fait de la mise au pas des prolétaires et de l'intensification de l'exploitation, que ce soit par la baisse des salaires ou la diminution des charges, l'affirma-

tion du contenu objectif du rapport de classes. Les luttes pour le salaire sont alors devenues illégitimes, voire tendanciellement illégales, comme l'atteste le sempiternel débat pour savoir si, durant une grève, on a bien le « droit » de bloquer le pays.

Le citoyennisme, idéologie qui s'est développée en France sur la base de la défense du service public, prônait au contraire une reprise keynésienne dont le modèle se situait dans la période révolue des Trente glorieuses. Mais avec la crise comme point culminant de la restructuration, comme moment où les caractéristiques de cette restructuration s'affirment le plus durement, ce sont tous les éléments sur lesquels reposaient cette idéologie qui sont attaqués et défaits un à un. Le programme positif du citoyennisme se recroqueville alors en simple défense des acquis (devenus au passage des « conquis », pour rappeler que rien n'est gagné), et le maître-mot devient celui de « résistance ». Le réformisme n'a plus rien d'autre à proposer que son opposition à des réformes menées par d'autres, et qui contredisent point par point toutes ses aspirations. Il devient le simple négatif de ce qu'il critique.

Le mouvement de 1995 avait pu formuler la base du programme citoyen sur les éléments de cette résistance, sur ce qu'il fallait préserver : la Sécurité sociale, les retraites, l'assurance-chômage, etc., en bref la reproduction de la force de travail assurée par l'Etat à l'intérieur d'un marché régulé, c'est-à-dire un socialisme modéré permettant d'assurer la préservation des rapports capitalistes fondamentaux. Mais vingt ans plus tard, si l'Etat a bien continué à jouer son rôle d'encadrement de la reproduction de la force de travail, il l'a fait dans ses propres termes comme Etat du capital, dans le moment capitaliste actuel, et non selon une idéologie quelconque, si ce n'est l'idéologie libérale, c'est-à-dire l'idéologie fonctionnellement adéquate, pour la classe dominante, aux rapports de classe existants. L'Etat intervient bel et bien, et il réforme l'assurance chômage afin de pousser les chômeurs à accepter n'importe quel emploi, il rallonge à l'infini l'âge réel de départ à la retraite, il diminue les charges sociales et donc les salaires, etc. Et tout cela, les oreilles pleines de la « défense du service public », nous le subissons au quotidien. Car pour des centaines de milliers de personnes aujourd'hui en France, le service public ce sont aussi les professeurs qui vous humilient et vous trient socialement, les services sociaux inquisiteurs qui vous coupent vos allocations au moindre document mal rempli, les contrôles mensuels au Pôle Emploi, les amendes dans les transports et les contrôles de police.

L'Etat, aujourd'hui, fait en somme la même chose que l'Etat keynésien des Trente glorieuses érigé en modèle par l'idéologie citoyenniste : il encadre les évolutions du capital et fait les ajustements nécessaires à ces évolutions. Après la Seconde Guerre mondiale, il fallait reconstruire et moderniser, les forces productives intégraient la force de travail comme facteur essentiel dans la production de valeur, l'appareil productif national était la priorité, la question du logement, de la santé et de l'éducation étaient des conditions nécessaires pour la fourniture au capital d'une masse de main-d'œuvre qualifiée et valide. L'Etat s'est appliqué à cette tâche, pour le plus grand bien du capital – et sans doute, « globalement » comme disait Marchais, pour celui des prolétaires de cette période, qui ont pour beaucoup vu leurs conditions de vie s'améliorer. Mais il n'en reste pas moins que cette période est révolue : l'Etat-Providence constructeur a fait son travail, il a passé la main à l'Etat libéral, qui doit faire le sien, quitte à défaire ce qu'a construit le premier : quand le béton est coulé, il faut bien démonter le coffrage.

Nous voici donc en 2018, et à nouveau il faut « défendre le service public ». Cette fois-ci, c'est le statut des cheminots qui est attaqué, et il s'agit de faire de la SNCF une société anonyme à capitaux publics, afin de l'ouvrir à la concurrence. Il faut noter que la Poste est devenue une société anonyme à capitaux publics en 2010, sans que cela ait donné lieu à autre chose que de « fermes protestations » de la part des syndicats.

L'annonce de cette réforme du statut des cheminots (emploi garanti, âge fixe de départ à la retraite – rallongé

de fait en 2007 par l'alignement avec le privé –, régime spécial de Sécurité sociale) a provoqué, sur un mode désormais bien connu mais avec une intensité toute particulière, un déferlement de haine médiatique sur les « privilégiés » et les « feignants » de la SNCF. Face à ce déferlement, les syndicats et les politiques (dont en première ligne Besancenot, qui est parvenu à constituer sur cette question un front de la « gauche de gauche » – qui semble être devenue de fait la seule gauche) ont construit, en puisant dans l'arsenal idéologique à leur disposition, une ligne de défense sous le double axe de la défense du service public et de la solidarité de classe.



Soutenir les cheminots, ce serait nécessairement défendre le service public, garant de l'intérêt général, et nous défendre nous-mêmes, au nom de l'effet domino des défaites ouvrières.

Mais défendre les cheminots au nom du chemin de fer, de la qualité du service ou de son supposé caractère écologique, c'est englober le travailleur dans son produit, faire du prolétaire une chose de la machine. Dans ce discours, les cheminots deviennent les « moyens humains » du chemin de fer. Lorsque les travailleurs de l'industrie automobile se mettent en grève, est-ce qu'on met en avant le caractère écologique des véhicules qu'ils construisent ou la qualité de leurs moteurs ? Mais voilà, il semblerait que du fait que la SNCF soit un service public, en son sein, les cheminots ne s'y appartiendraient plus, qu'ils soient une partie du bien commun de la nation, un peu comme les poilus de 1914. Ils deviennent nos cheminots. Dans cette veine de nationalisme productif, on se plaît d'ailleurs à rappeler que lesdits statuts datent de la fin de la Première guerre, pour services rendus à la nation.

C'est passer un peu vite sur ce qu'est réellement la SNCF aujourd'hui, c'est-à-dire une entreprise qui a moins des usagers que des clients. Quel est le service public de transport qui est assuré par le train, lorsqu'un billet entre Paris et Marseille coûte 200 euros, de sorte que les cadres prennent le TGV en gare de Lyon, et les prolétaires le Ouigo à Marne-la-Vallée, chez Disney, au mépris de la grande et noble notion de « l'égalité d'accès et de traitement de tous les usagers » ? C'est que la transformation de la SNCF en entreprise privée, qu'on agite comme un épouvantail, a commencé à se faire il y a longtemps déjà, avec la création des TGV dans les années

1980 et l'apparition des logiciels de type Socrate au début des années 1990, qui calculent désormais le prix du billet en fonction de l'offre et de la demande, dans une pure logique de marché. Auparavant, on avait un tarif kilométrique, égal pour tous, en bonne logique républicaine. Personne ne s'est mis en grève contre cela et pour défendre le tarif unique, pas plus que chez Renault on ne se met en grève quand on produit une berline de luxe, au nom de « l'égalité qui doit régner entre les consommateurs », pour la bonne raison que tout le monde reconnaît que seuls les bénéfices de l'entreprise justifient qu'elle nous verse des salaires.

Dès lors, le salarié de la SNCF devrait être un salarié comme les autres. Pourquoi, au nom de l'idéologie du service public, est-il impossible pour les cheminots d'affirmer leur situation propre en tant que prolétaires ? Est-ce que c'est du corporatisme que défendre une situation particulière, dans la mesure où elles le sont toutes ? Les bas salaires, les 3×8 épuisants, le caractère pénible du travail, tout leur donne le droit de défendre les maigres avantages qu'ils possèdent, qui ne sont pas des privilèges, mais des compensations. Et droit ou pas, il n'y a aucune honte à défendre ses intérêts, lorsqu'on est un prolétaire.

C'est que les cheminots aussi sont pris au piège de la défense du service public, parce que c'est bel et bien l'ouverture de la SNCF à la concurrence qui les menace directement. Mais en défendant la SNCF comme service public, c'est « leur » outil productif lui-même que les cheminots se voient contraints de défendre. Lorsque pour leur défense ils présentent dans un tract la baisse continue des effectifs depuis 1950 comme un gage de modernité de « leur » entreprise publique, c'est en réalité les conditions de la rentabilité qu'ils sont contraints de reconnaître, et les politiques menées jusqu'à aujourd'hui. Le problème reste le même pour les cheminots que pour le prolétariat dans son ensemble : dès lors qu'il se reconnaît pour ce qu'il est dans l'appareil productif, il reconnaît aussi qu'il est de trop, que c'est précisément en tant que « moyen humain » qu'il est un coût, service public ou pas.

Il est certain que l'ouverture à la concurrence va accélérer le processus de remise en cause du statut, depuis longtemps amorcé par les « alignements » avec le privé que les syndicats ont encadré. Malgré les promesses de maintien dans le statut des cheminots qui y sont déjà, c'est la main-d'œuvre entrante tout autant que la concurrence et les méthodes de management libérales qui feront pression sur le statut pour le marginaliser. A terme, dans cette évolution, on sent bien que des départs à la retraite anticipée vont être nécessaires, afin de « moderniser » l'entreprise. Et les cheminots ont raison de s'inquiéter de leur avenir dans les petites lignes qui seront ouverte à la concurrence, car il est certain qu'aucun opérateur privé ne souhaitera conserver un personnel dont il est impossible de se séparer : les capitalistes ne sont pas plus des philanthropes que l'État. Ce que vont vivre les cheminots, et qu'ils ont déjà commencé à vivre, c'est l'évolution de la société française des trente ou quarante dernières années, en accéléré et à marche forcée. Et cette évolution s'est faite au fil des mouvements sociaux, encadrée par les syndicats, qui l'ont tant bien que mal négociée au coup par coup. Gageons que d'ores et déjà, des garanties sont négociées par les syndicats auprès de la ministre des Transports, afin de protéger ce qui peut l'être, et surtout la pérennité de leur présence à toutes les négociations.

Les cheminots sont dès lors coincés dans la contradiction qu'il y a entre la défense politico-syndicale du service public et la défense immédiate de leurs intérêts comme salariés d'une entreprise, c'est-à-dire finalement comme prolétaires. Martinez peut bien leur faire plaisir en déclarant « Il n'y a qu'à mettre tout le monde au statut des cheminots, et tout ira bien », personne ne peut prendre cela pour une revendication réelle et y voir autre chose qu'une boutade, qui a peut-être un contenu politique, comme la revendication de la semaine de 32h, mais ne fera jamais l'objet de quelque lutte que ce soit. Parler comme en 1936, agir comme en 2018, c'est ça la langue de bois syndicale.

Si les avantages des cheminots, pour maigres qu'ils soient, apparaissent comme des privilèges, c'est qu'ils représentent en 2018 une anomalie dans le marché du travail tel qu'il existe réellement. L'emploi garanti

des cheminots, dans la société des années 50-60, n'était qu'une formalisation de ce qui existait déjà de fait pour tous : à cette époque, la plupart des salariés signaient un CDI et travaillaient 35 ou 40 ans pour la même société avant de prendre leur retraite. Quand on faisait grève, on se battait pour les salaires, pas pour la « sauvegarde de l'emploi ». Aujourd'hui le marché du travail est émietté, précarisé, les parcours professionnels se font en zigzags quand ils ne tombent pas dans les ornières de la déqualification et du chômage de longue durée, avec ou sans RSA. Et, de fait, de plus en plus, la principale différence entre les entreprises publiques et les entreprises privées, c'est le statut des fonctionnaires. Ce n'est pas le « progrès » qui veut ça, c'est la marche désastreuse du capitalisme.

La défense du service public vise d'abord à rassembler le service public lui-même, c'est-à-dire beaucoup de monde, ce qui a très souvent suffi. Mais de ce fait même, les appels au secteur privé se faisant sur la base de la défense du service public ne peuvent être entendus que sur la base de cette séparation public/privé. Et si le secteur privé avait les moyens de produire des mobilisations d'ampleur, la défense du service public ne serait peut-être pas en tête des priorités des luttes. Le serpent se mord la queue et la faiblesse des luttes apparaît dans la structuration même de la force de travail. L'hégémonie du discours de la défense du service public, dès lors qu'elle se fissure face à la multiplicité des situations de travail réelles, fait apparaître son revers, qui est l'isolement.

S'il y a une solidarité à promouvoir avec les cheminots, ce n'est pas dans le but de défendre le service public, mais pour se placer aux côtés de ceux qui sont attaqués par leur capitaliste, en l'occurrence l'Etat, et ce sans autre horizon que la simple autodéfense de classe. La défense du service public est en réalité ce qui empêche la solidarité de classe, en la transformant en « intérêt général », cette chose de l'Etat et de la bourgeoisie. Mais cela, l'idéologie de service public, engluée dans son propre discours, n'est pas en mesure de le dire, sauf à paraître donner raison au « néo-libéralisme », qui affirme toutes ses réformes, au travers de purs gestionnaires comme Macron, de manière totalement apolitique, comme une cruelle mais nécessaire mise à jour sociale. L'impasse de la défense du service public, c'est qu'elle ne peut donner raison à ce discours, mais qu'elle n'a plus rien à proposer d'autre qu'un statu quo qui s'est déjà tellement érodé dans les faits qu'on peut se demander ce qu'on entend aujourd'hui au juste par « nos acquis sociaux » (d'où l'usage qui se généralise aujourd'hui du terme barbare de « conquis » en lieu de celui d' « acquis »).

Pour sortir de cette impasse, il faudrait reconnaître qu'en réalité les protections sociales héritées des Trente glorieuses, comme les régimes spéciaux, sont voués à terme à disparaître, que ce à quoi il fallait résister a d'ores et déjà pratiquement vaincu, et que ce qu'il fallait défendre a été perdu. Déjà, lors des luttes contre les retraites, en 2010, la CGT s'est inclinée face à la logique comptable et reconnu que l'allongement de la durée de la vie impliquait celui de la durée du travail, et dit d'une même voix avec l'Etat qu'il fallait avant tout « sauver le régime de retraites par répartition », puisque c'était « l'intérêt général » qui le voulait ; et si ma foi, des fonds de pension peuvent aider à compléter les retraites et qu'en plus ils sont gérés par les syndicats via un Comité intersyndical de l'épargne salariale, tout est dit.

C'est que les syndicats ont beau s'appuyer politiquement sur les discours critiquant le « néolibéralisme » et le primat de l'économie sur le social, afin de pouvoir poser une alternative à l'intérieur du capitalisme et distinguer entre une gestion sociale et une gestion libérale, ils ont à faire face non pas à un « isme » quelconque, mais au capital tel qu'il existe réellement, et au sein duquel nulle alternative n'est possible. S'ils veulent continuer à exister dans ces rapports réels, ils sont obligés de suivre. Ce qui se passe à la table des négociations n'a pas grand-chose à voir avec un débat idéologique.

Les syndicats ont ceci de commun avec les capitalistes qu'ils ont besoin du travail pour exister. Mais le prétendu « dialogue social » ne s'est jamais fait d'égal à égal : c'est toujours le capital qui en définit les termes

et le contenu, ainsi que ce qu'il est légitimement possible de discuter. Et de fait, lorsque les syndicats de cheminots mettent en avant une supposée rentabilité de la SNCF, c'est la légitimité de l'exploitation qu'ils reconnaissent comme étant la condition même du travail, et donc le capital lui-même qu'ils reconnaissent comme dominant légitimement l'ensemble social qu'il définit.

La position des syndicats n'est que le reflet de notre position de prolétaires : ici, comme toujours, ce qui nous revient dans la gueule, c'est notre existence réelle dans le capital et sa domination sur l'ensemble de nos vies, y compris dans ce que nous considérons comme nous appartenir en propre, ce que nous faisons : notre travail, son produit, et la vie que nous construisons sur cette base. Depuis la fin de l'ancien mouvement ouvrier, il n'y a plus d'autre vie qui puisse s'imaginer sur la base de ce que nous sommes dans le capital, mais dans cette vie-là nous ne serons jamais chez nous. Rien n'est à nous, tout est à eux.

A terme donc, le statut des cheminots ira fatalement rejoindre le plein emploi, la retraite à 60 ans et le 13e mois négocié intangiblement au niveau d'un accord de branche au magasin des antiquités du capital restructuré. A terme aussi, les syndicats majoritaires ne seront plus que des outils de cogestion, bataillant entre eux pour conserver leurs sièges dans les multiples institutions paritaires dont ils tirent la majeure part de leurs revenus. Leur avenir est aussi garanti « à la base », lorsqu'on fera appel à eux, au cas par cas, pour gérer des accords d'entreprise, si possible en limitant la casse. Et ceci ne sera pas le résultat d'une dérive idéologique des syndicats ou d'une quelconque trahison, mais bel et bien leur adéquation à la réalité du capitalisme contemporain, comme le syndicalisme révolutionnaire était adéquat à une toute autre situation. Dans la lente dissolution programmée du service public à la française, c'est toute la période des mouvements sociaux qui devrait progressivement se refermer.

Les mouvements sociaux reposaient sur une entente tacite entre l'Etat et les « acteurs sociaux » : l'Etat avançait des réformes, mesurait la résistance, et négociait sur la base de cette résistance. C'est ce qu'exprime le bon vieux slogan « Deux pas en avant, trois pas en arrière ». Ce système était propre à la période qui va de 1985 à la fin des années 90. Cette période était bien loin de la violence des affrontements de classe (y compris syndicaux) des années 60-70, sur fond d'une hausse effective de taux de profits qui bénéficiaient des politiques libérales impulsées sous Mitterrand, et sur la base de la défaite de l'offensive de classe de l'après-68. A partir de 1998, la part effective des salaires dans la valeur ajoutée s'est mise à augmenter, sans que le niveau des salaires ait significativement changé, c'est-à-dire que les taux de profits se sont mis à baisser, mettant ainsi fin à une brève embellie capitaliste, et durcissant de fait les politiques dites néo-libérales – les politiques propres au capital restructuré.

La crise économique de 2008 est venue accélérer radicalement cette tendance. Partout en Europe, des politiques d'austérité ont été menées par les Etats sous pression des institutions internationales, afin de mettre en place une sortie de crise qui soit la réalisation des tendances mêmes qui ont conduit à la crise.

Dix ans après, une relative sortie de crise s'est effectuée, par la baisse massive des salaires et des cotisations sociales, par la précarisation croissante de l'emploi, les Etats taillant dans le vif de toutes les formes de Welfare subsistant encore, afin de jeter des millions de prolétaires sur le marché, prêts à accepter de travailler sous n'importe quelles conditions. Cette sortie de crise reconduit effectivement les conditions de la crise, et prépare un nouvel effondrement, qui sera sans doute plus brutal encore, tant dans ses effets que dans sa gestion.

Dans ce nouveau contexte, le système des mouvements sociaux tel qu'il fonctionnait jusque dans les années 2000 est devenu obsolète. D'une part la capacité effective de résistance syndicale s'est érodée, et d'autre part la réaction des gouvernements successifs s'est faite de plus en plus brutale et fermée au « dialogue social ».

Là où les syndicats agissaient à un niveau quasiment symbolique, se contentant de montrer leur capacité de mobilisation en mettant des gens dans la rue et en organisant la grève, l'Etat les prend au pied de la lettre, les forçant à démontrer l'impossibilité dans laquelle ils sont de mettre leurs menaces à exécution, ou mettant en œuvre tous les moyens pour les en empêcher. Dès lors, c'est bel et bien à la criminalisation des mouvements sociaux à laquelle on assiste.

A la question-piège « A-t-on le droit de bloquer le pays ? », la réponse ne peut évidemment être que non. Les syndicats, qui sont des institutions n'ayant de validité que par la reconnaissance par l'Etat de leur caractère légitime, ne peuvent pas se placer d'eux-mêmes hors la loi. Dans toute grève et toute occupation, il y a des débordements. Les syndicats peuvent dans une certaine mesure se cacher derrière des actes individuels (« les gars en ont ras-le-bol »), les couvrir, ou parfois « dénoncer les violences ». On ne peut leur demander d'organiser les débordements, parce que ce n'est pas leur rôle. Leur rôle, c'est à la limite et dans le meilleur des cas de couvrir ces débordements grâce à la légitimité dont ils disposent. Cette légitimité, de plus en plus, n'est reconnue par l'Etat qu'autour de la table de négociation, pour ratifier ce qui a été décidé en amont, avec éventuellement quelques concessions d'ordre cosmétique pour ne pas leur faire perdre la face.

Cependant, plus la politique des gouvernements se durcit, plus les syndicats sont conduits à durcir eux aussi leurs actions. La question du blocage qui se pose depuis une dizaine d'années l'atteste.

En 2010, si le « blocage » des raffineries, loin d'être un arrêt total de la production, n'a consisté qu'en une mise en veille, de sorte que les raffineries puissent être remises rapidement en fonction, c'est simplement parce qu'un arrêt réel et total de la production s'apparenterait à un acte de sabotage, puni sévèrement par la loi. Les syndicalistes ne sont pas des desperados. En 2016, lors d'un autre mouvement des raffineries, l'Etat a puisé dans ses réserves stratégiques, comme en temps de guerre, et les panique aux pompes a plus été provoquée par l'afflux d'automobilistes que par une cessation effective de l'approvisionnement. En 2018, la SNCF instaure du covoiturage et offre une augmentation mensuelle aux cadres pour conduire les trains. Elle s'arrange pour faire que la grève saute-moutons utilisée par les syndicats pour faire durer le mouvement en limitant l'impact sur les salaires soit considérée comme une seule grève, et que tous les jours soient perdus. Il devient assez évident que le but est que, comme le disait Sarkozy, quand il y a une grève en France, on ne s'en aperçoive plus, voire que – dans le respect du droit de grève bien entendu – il n'y ait plus de grèves du tout.

La réalité, c'est que les syndicats n'ont ni la capacité, ni même le désir de « bloquer le pays ». C'est que les syndicats sont réellement composés de travailleurs, qui n'ont que leur emploi pour vivre, et sont de fait attachés à leur outil productif, comme les cheminots n'existent que sous la SNCF, et pour cela défendent le service public. Lorsque l'Etat les met au pied du mur et les pousse à exécuter leurs menaces, les syndicats et les travailleurs qu'ils représentent doivent bien reconnaître que la fonction des syndicats n'est pas de mener une insurrection, mais de négocier. La négociation n'est d'ailleurs pas le seul fait des directions reçues dans les ministères, elle se passe également au niveau des entreprises, et parfois en contradiction avec les axes décidés au niveau national. En 2013, par exemple, la CGT a refusé de signer les accords sur la « flexisécurité », tandis qu'en Aveyron, le syndicat local CGT « sauvait » une usine Bosch en consentant des baisses de salaires et un report des jours de RTT, dans le plus pur esprit « flexisécuritaire ». C'est que les directions font de la politique, et que la base doit croûter. L'existence quotidienne du syndicalisme consiste en ces ajustements quotidiens, loin des projecteurs des grands mouvements sociaux.

Mais si l'Etat, lors d'un mouvement, pousse les syndicats à se mettre hors la loi, et par là même les remet autour de la table de négociation dans les conditions qui lui sont le plus favorables, il affirme aussi de plus en plus qu'on peut se passer de négocier. Le 49-3 et les ordonnances sont là pour ça, mais aussi les procédures

démocratiques : que le statut des cheminots et la loi sur l'ouverture de la concurrence passe devant l'Assemblée nationale, ça ne va constituer qu'un petit ralentissement dans la procédure, et peut-être faire durer les grèves, mais tout le monde connaît l'issue des débats dans une Assemblée majoritairement acquise aux réformes. C'est alors que le régime de parti unique institué par Macron tourne à plein rendement.

Le problème des mouvements sociaux, c'est justement qu'ils restent sociaux, qu'à travers les luttes et les critiques qu'ils formulent de la société, ils restaurent en négatif toutes les catégories de cette société qui n'est alors infiniment criticable que parce qu'elle est infiniment sauvable. C'est ainsi qu'ils marquent critiquement, tous les trois ou cinq ans, les évolutions du capital, cheminant main dans la main avec lui sur la route de son développement. C'est ainsi que, prolétaires, nous cheminons main dans la main avec ce qui simultanément nous tue et nous fait vivre.

Dans cette situation bloquée, c'est le débordement qui s'affirme comme la seule issue envisageable. Les « mouvements sociaux », dans leur prétention à prendre en charge toute la conflictualité sociale, à incarner la lutte de classe elle-même, ont eu pour effet d'invisibiliser toute autre forme de conflictualité, de désigner ce qui est une lutte légitime et ce qui ne l'est pas, de réduire tout conflit à la revendication et au dialogue avec le pouvoir. On pense évidemment ici aux émeutes de 2005 dans les banlieues françaises, qui n'auraient peut-être pas été considérées si exclusivement comme une question de trouble à l'ordre public si le modèle dominant de la lutte n'avait pas été celui des mouvements sociaux. En 2016, lors de la lutte contre la loi Travail, les débordements systématiques ont contribué à réintroduire de la conflictualité là où il n'y avait plus qu'un rituel perçu comme creux et désuet : la fameuse manif « ballons-merguez ».

Dans le mouvement qui s'annonce, la violence subie ou pratiquée, l'absence de revendication comme condition nécessaire à l'action, le dépassement rendu nécessaire du problème de la légitimité de la lutte par sa délégitimation effective, vont de nouveau faire apparaître la question du débordement comme contraire absolu de la convergence des luttes, comme force centrifuge. Le cortège de tête lui-même, désormais institutionnalisé et ritualisé, devient un frein à ce mouvement centrifuge, en ce qu'il désigne les individus par leur appartenance socio-politique (« chasubles rouges et K-Ways noirs »), et se voit réduit à une forme convergente, prise dans la dynamique du mouvement social. Ce constat a déjà été fait par nombre de ceux qui y participaient. Le cortège de tête, dès que formalisé est devenu un objet politique, une affaire de militants, un discours idéologique. Il en est venu à nier ce qui l'avait constitué dans sa forme la plus vivante, et qui existe à un niveau ou un autre dans toutes les luttes de classe de ce cycle : agir et se rencontrer dans une indistinction sociale provisoire, cette indistinction même offrant la possibilité de « tout casser », c'est-à-dire ne rien revendiquer comme sien dans ce monde, ne rien construire, ne plus chercher de commun à l'extérieur de soi, désobjectiver le sujet. Faire sortir le débordement des cortèges où il est contenu, l'instituer comme forme de relation entre individus et, au-delà de l'émeute, le porter dans différents lieux – notamment les lieux de production, mais pas seulement – afin d'en déterminer l'usage immédiat en abolissant leur rôle social, c'est ce qui est posé par le moment où nous sommes : l'enjeu du communisme en actes.

Mais nous n'en sommes pas encore là. Pour l'heure, on peut simplement constater le déclin des mouvements sociaux, leur incapacité à s'opposer à l'évolution du capitalisme, parce que du point de vue du travail, on n'est qu'un pôle de cette évolution, qui nous entraîne avec elle. On peut aussi constater, à travers ce déclin, l'échec idéologique du citoyennisme, et l'incapacité où lui aussi s'est trouvé de promouvoir des politiques effectives, coïncé qu'il est dans son apologie de l'Etat et de la démocratie. Nous sommes de toute évidence à un moment de rupture, ou au moins de dislocation. On peut dès lors se demander la direction que prendront à terme les luttes de classe, qui ne se sont jamais limitées à la forme des mouvements sociaux, dans cet affaiblissement. Personne ne peut réellement pour l'heure répondre à cette question. C'est uniquement à partir d'une compréhension de la situation telle qu'elle est, entre autres selon les hypothèses qu'on a formulé ici,

que nous pourrons, à partir de l'observation de ce qui se passe dans les cours des luttes quotidiennes, tenter de comprendre efficacement dans quel sens vont les choses. En ce sens, l'enjeu des luttes qui vont se dérouler en ce printemps 2018, au-delà de la victoire ou de l'échec du mouvement, sera aussi de nous indiquer vers quoi nous allons.

Mais si le déclin des mouvements sociaux s'annonce comme inévitable dans la situation actuelle, il faut se garder des extrapolations hasardeuses, et ne pas se livrer à ce qu'on pourrait appeler la « théorie de l'épure », selon laquelle la véritable lutte des classes, débarrassée de ses oripeaux syndicaux et citoyens, pourrait enfin apparaître dans toute sa radicalité, et exploser immédiatement en une insurrection généralisée qui balaiera l'Etat et le capital.

Il ne faut pas oublier que nous sommes face à des processus de longue durée (ceci dit sans préjuger des effets de rupture que pourrait avoir une crise généralisée du capital). Même Macron-Jupiter ne peut pas abattre toute opposition en trois semaines et tout privatiser en trois mois. En ce printemps 2018 en particulier, il a peut-être péché par présomption et lancé trop de chantiers simultanés. Si la grève de ce printemps est massive, et elle est bien partie pour l'être, on gagnera peut-être encore un peu de temps. L'entreprise capitaliste France ne peut pas se délocaliser : elle doit composer avec ses personnels, et elle ne peut pas se restructurer à marche forcée, parce qu'elle doit continuer à fonctionner comme cadre capitaliste global, c'est-à-dire comme société. Tout ça va prendre encore du temps et susciter beaucoup de débats et d'oppositions. De plus, comme on l'a déjà souligné, plus les défaites sont cuisantes, plus on se raccroche à l'idéologie. L'idéologie de la défense du service public, si elle s'appuie de moins en moins sur des mouvements sociaux en déclin sous leur forme classique et se voit tout à fait obsolète dans sa version citoyenne, a de bonnes chances, du fait même de ces débats qui vont exister dans la durée et hors mouvement social, de se reconstituer sur un plan strictement politique.

C'est justement ce plan que les gouvernements successifs ont délibérément abandonné, jusqu'à la figure de Macron qui est l'emblème de cet abandon. Le mode de gouvernement purement managérial promu par Macron (et réclamé par une part importante de la classe moyenne), a pour limite absolue de ne plus promouvoir aucune transcendance, ce qui laisse la part belle à tous ceux qui aujourd'hui entendent, à l'intérieur du capital, réinstaurer du commun. Ce commun, qui peut prendre mille formes dans les rêveries alternatives, et exprimait une aspiration à plus d'horizontalité dans le « tous ensemble » de 1995, est susceptible, dans le contexte actuel, de s'incarner très fermement dans une forme populiste et nationaliste, que le couple Le Pen-Mélenchon a récemment incarnée, mais qui reste peut-être encore à constituer véritablement. La récente victoire électorale en Italie du M5S de Beppe Grillo nous en donne, entre autres, une idée.

Cette constitution d'un ensemble national-populiste se fera peut-être sur le déclin des mouvements sociaux, dont la composante radicale et la composante institutionnelle se diviseront sur la définition à donner au commun, en faisant un enjeu politique majeur dans les prochaines années. Le commun sera alors l'autre face, la face sociale du débordement, il sera, sous sa version alternative comme dans sa version nationale-populiste, la forme du retour à l'ordre.

Bref voyage en France, quand les étudiant.e.s ne vont plus en cours

traduit de l'italien, depuis InfoAut.org, 16.04.2018

Paris, 7 avril. Une fois à l'université de Tolbiac, vous êtes accueillis par une banderole attachée au-dessus de l'amphithéâtre en béton qui sert d'entrée à ce bâtiment de 22 étages, barricadé et bloqué depuis plus de deux semaines : «Le mouvement est en train de prendre... c'est la théorie du chaos». (G. Haddad)». C'est devant cette banderole reprenant les déclarations à la presse du recteur que les étudiants ont annoncé l'occupation illimitée jusqu'au retrait de la loi ORE, la nouvelle loi voulue par Emmanuel Macron pour sélectionner l'entrée à l'université.

«Nous avons commencé il y a deux semaines et nous étions seuls», nous a dit Asraf quand nous lui avons posé des questions sur l'occupation, «maintenant il y a six ou peut-être sept universités bloquées. Vous ne le sentez pas ? Il y a une émulation à Paris, il se passe quelque chose, mais je ne peux pas encore vous dire quoi. Compte tenu de la force du mouvement, avec des assemblées auxquelles ont assisté plus d'un millier d'étudiants qui ont voté pour bloquer les cours et la position de nombreux professeurs également opposés à la réforme, le recteur a accordé la suspension des leçons pour le semestre et un vote politique pour les exemptions. Il y a maintenant des cours alternatifs dans les trois immenses salles de classe du rez-de-chaussée tandis que le reste du bâtiment, dont les escaliers sont bloqués par des grilles, des bancs et des chaises, reste calme et immobile. La veille, un petit groupe de fascistes-monarchistes (sic !) a fait une manifestation contre le blocus, sur le modèle de ce qui s'est passé à Montpellier il y a quelques semaines où une milice d'extrême droite a battu et ensuite évacué les étudiants qui occupaient un auditoire de la faculté de droit, «une fois ce sont les fascistes, une fois c'est la police, il n'y a plus de différence, tout le monde fait le travail du gouvernement qui veut que tout revienne au calme».

Nanterre

Le calme n'est pas encore de retour dans la ville. Le dimanche matin, la nouvelle vient qu'un bâtiment de l'Université de Nanterre a été occupé dans la nuit. Dans le métro pour les rejoindre, nous rencontrons une cinquantaine de cheminots, qui sont en grève discontinue contre la privatisation de la SNCF et la réforme de leur statut professionnel. Ils prennent le métro jusqu'à une station, chantent des slogans, descendent, bloquent les portes pendant quelques minutes, quand le prochain métro arrive, ils collent les drapeaux syndicaux sur les voies, forçant le métro parisien à ralentir un peu. «La ligne 4 sera retardée en raison de perturbations sur la ligne» annonce la voix des haut-parleurs.

A Nanterre, un groupe d'étudiants est barricadé sur le toit après l'entrée de la police dans le bâtiment. C'est à partir de là que 1968 a commencé. C'est dans cette même université de la banlieue nord de Paris, construite sur un ancien terrain militaire, il y a quelques jours plus tôt, mais cinquante ans plus tôt, le 22 mars 1968, que la première occupation a eu lieu pour exiger la libération d'un certain nombre d'étudiants arrêtés lors d'une manifestation contre la guerre du Vietnam. Du nord, le mouvement descend jusqu'au Quartier latin, envahissant la ville. Une mémoire nettoyée, aseptisée, esthétisée et reconditionnée dans des formats confor-

tables de conférences de deux heures chacune avec lesquelles l'université célèbre le cinquantième anniversaire du mois de Mai rampant. «Mai 68. Ici et encore» est le nom de la conférence. Il semble que certaines personnes ont pris les institutions académiques au mot.

Pour soutenir les occupants, il y a une centaine d'autres étudiants sous une pluie battante qui chantent les slogans et saluent leurs pairs assis sur le toit. Le directeur a déclaré une sorte de lock-out pour essayer de ramener les étudiants à la maison. Après des négociations infructueuses, les policiers anti-émeute s'en vont, laissant libre cours aux étudiants. Etonnement, soudaine énergie et enthousiasme. «Nous avons gagné, nous avons occupé, crie un type qui court euphoriquement à travers tous les coins du toit pour vérifier le départ des CRS. Que faisons-nous, qui sommes-nous, où allons-nous ? La naissance d'un mouvement, d'une occupation est toujours un big-bang, la matière très dense se concentre pour s'étendre, elle cherche l'espace. L'assemblée commence, dans laquelle les occupants barricadés et la solidarité qui est restée sur le terrain sont unis. «Nous sommes ici en tant qu'étudiants, certains d'entre nous sont membres de collectifs et de syndicats, mais ici et maintenant cela n'a pas d'importance. Ce n'est qu'unis que nous gagnerons », dit un garçon au début de la discussion. Un enseignant prend ensuite la parole pour lire une déclaration du personnel enseignant qui s'est réuni en assemblée ce matin-là, condamnant fermement l'intervention policière autorisée par le recteur. «Nous devons être sur nos gardes, veiller à ce qu'ils ne reviennent pas », dit un doctorant. Pas même le temps de finir la phrase que trois pelotons d'agents de la police anti-émeute atterrissent presque au milieu de la salle de classe. Les élèves se lèvent, la porte est verrouillée, et ils commencent à pousser pour sortir. L'image est surréaliste. Pendant dix longues minutes, les coups volent, la police charge dans les couloirs et les étudiants sont divisés en deux groupes. Ils ne seront libérés qu'au bout d'une heure, individuellement. Sept d'entre eux sont menottés et emmenés au poste de police. «Ce sera un boomerang que vous verrez », dit un étudiant de Turin qui est à Nanterre depuis quelques années

Le lendemain, une assemblée de plus de 800 étudiants s'est réunie pour demander la démission du recteur. Nous votons pour bloquer l'enseignement jusqu'à la prochaine assemblée et pour demander la libération des personnes arrêtées, toujours enfermées dans le commissariat voisin vers lequel une procession se déplacera à la fin de l'assemblée. Nous sommes nombreux, nous sommes forts, disent-ils à la tribune, si le gouvernement intervient, c'est parce qu'il a peur. Un étudiant : « Le mouvement grandit, hier nous étions cent aujourd'hui neuf cents, demain ? Même si nous sommes sur un campus loin de Paris, nous devons réaliser ce qui se passe autour de nous, il y a des assemblées dans toutes les universités, aujourd'hui même Paris 3 est occupé, alors que personne ne sait même où se trouve Paris 3 ! »

Paris 3

«Philippe a des lunettes rondes et des traits fins, 26 ans, nous l'avons rencontré à la porte de la (non-) célèbre Paris 3. La veille, il y avait une assemblée très fournie d'environ un millier de personnes. Nous avons voté pour le blocus qui a été adopté par environ 100 voix de différence. Le blocage est un élément central. Il est d'abord imposé, puis il est mis au vote. Tout cela force une repolitisation très rapide de l'espace universitaire. Même les étudiants qui sont contre et apathiques ne pourraient pas, pour une fois, ne rien faire. C'est précisément pour défendre cette normalité et cet ordre auquel ils sont attachés qu'ils ont dû intervenir, se confronter et s'affronter. «Ces dernières années, précisément parce que nous étions si seuls, nous avons appris à parler à l'étudiant moyen, on s'est fait la main», dit Philippe. «Ce sont des moments forts, c'est un processus douloureux, ajoute Julie, 19 ans, ce sont aussi des amitiés qui se rompent. J'avais un groupe d'amis dont je savais qu'ils étaient un peu à droite. Après cette assemblée, nous ne nous parlons plus et peut-être que nous ne le referons plus». La trajectoire de vie politique de Julie semble suivre le parcours politique

d'une génération entière - ou plutôt d'une petite minorité de masse - qui s'est formée sur les barricades de ces dernières années. Ce sont eux qui ont mis les poubelles devant leur école secondaire il y a deux ans [en 2016] et qui maintenant répètent ces gestes devant les universités, avec une certaine connaissance de la lutte qui s'est installée et qui est réactivée dans ce nouveau mouvement. «Mais ce n'est pas la même chose, dit Philippe, la défaite du mouvement contre la Loi travail a été une grande déception. Il n'y a pas que la joie que nous avions il y a deux ans, c'est plus la conscience et l'énergie du désespoir qui nous meut. Nous ne savons pas si nous allons gagner, mais nous devons régler nos comptes avec le gouvernement. Pendant ce temps, en bas, la nuit s'organise, les sacs de couchage arrivent et une cuisine improvisée est mise en place. Julie revient les yeux fatigués vers la porte, expliquant à ceux qui arrivent les raisons de la protestation et la forme qu'elle a prise à Paris 3. On contrôle les entrées en cas d'arrivée des fascistes ou de la police : « L'autre jour, j'ai lu une phrase de Napoléon : on peut être vaincu, mais on ne peut jamais être surpris. Pas mal, non ? » rigole Philippe.

Seine Saint Denis

La réforme de l'accès à l'université accentuera encore davantage les caractéristiques classistes et racistes du système éducatif français. C'est ce qu'explique Laura, jeune professeur au Département de Communication et Médias de l'Université de Paris 8, en Seine-Saint-Denis. Jusqu'à présent, quand il n'y avait pas assez de places dans certains cours universitaires, on tirait au sort qui pouvait entrer. La loi ORE, en revanche, prévoit un système complexe qui pèse les notes obtenues au baccalauréat et la correspondance avec les pré-requis établis par les départements universitaires à la demande du Ministère. L'élève doit également écrire une lettre motivant son engagement et les enseignants du secondaire doivent s'exprimer sur le nombre de chances qu'il a de passer l'année. Comme cela crée beaucoup de travail supplémentaire pour les enseignants, le ministère prévoit d'utiliser un algorithme qui calculera directement qui est choisi. La loi a été adoptée, mais il y a encore de petits sabotages sporadiques. Certains professeurs du secondaire ont annoncé qu'ils donneront l'admissibilité à tous les étudiants, il y a des départements qui refusent de rédiger les pré-requis que les étudiants du secondaire devraient remplir, et d'autres groupes de professeurs d'université ont dit à l'administration des universités qu'ils n'utiliseront pas la nouvelle plateforme.

«La sélection sociale est très forte dès le collège. Depuis avant, peut-être. Mais cette loi renforcera radicalement le système des privilèges, en excluant définitivement les jeunes socialement moins privilégiés qui réussissent encore à s'en sortir, poursuit Laura, c'est un système qui accentue considérablement les divisions de classe et de race. Si vous êtes dans une école secondaire dans un district ouvrier, vous avez généralement des notes inférieures, vous n'avez pas non plus accès à des « options de préparation » pour les filières spécifiques (droit, économie, etc.) qui ne sont disponibles que dans les écoles secondaires prestigieuses et vous pourriez ne pas être en mesure de planifier à l'avance des activités parascolaires qui sont comptées dans les classements. Évidemment, c'est surtout la population noire et arabe qui se trouve dans la banlieue qui est pénalisée». Classe et race, deux éléments qui semblent structurer la vie de cette université située à l'extrême nord de Paris, dans le célèbre département du 93. Et cela a donné lieu à des questions et des tensions sans précédent parmi les militants qui se sont arrêtés dans le cycle des luttes précédentes comme Laura. «J'ai abordé la politique dans le mouvement contre le premier contrat de travail (CPE) de 2006. A cette époque, j'étais étudiante et personne ne venait s'installer ici à Saint Denis. En général, mes camarades étaient si heureux d'être arrivés à l'université qu'ils n'étaient ennuyés que par les mobilisations». Ces dernières semaines, cependant, il y a eu deux assemblées de plus de 800 personnes qui ont voté pour bloquer l'enseignement. Un signe que quelque chose change. Alors que certains lycéens se sont politisés dans le mouvement contre la Loi travail, d'autres l'ont fait en dénonçant la violence répétée et ciblée de la police dans les quartiers po-

pulaires. Ainsi, de la mort de Zyed et Bouna à celle d'Adama Traoré, tué par la police, une nouvelle génération semble émerger de l'autre côté du « périph ». Sera-t-elle capable de briser les barrières traditionnelles entre le centre et la périphérie ?

Epilogue : retour à Tolbiac

«Convergence des luttes ? Et qu'est-ce que cela signifierait ? Tout faire dans le centre de Paris ? Nous parlons plutôt d'alliances, ce qui est mieux». La voix sceptique et puissante qui résonne dans Tolbiac est celle d'Assa Traoré, la sœur d'Adama Traoré, tué par la police en juillet 2016. Depuis lors, elle a lutté pour exiger la vérité et la justice au sujet de la mort de son frère, comme tant de femmes qui ont perdu un membre de leur famille aux mains de la police. Ils l'ont invitée à parler à Tolbiac et elle marque une distance, Assa, entre deux mondes qui ont appris à se rencontrer et à se respecter : celui des associations des victimes de la violence de la police dans les banlieues et celui des mouvements de jeunesse qui, ces dernières années, ont dû faire face à une police violente déterminée à faire passer des réformes à n'importe quel prix. C'est une rencontre forte pour les étudiants, qui bouge, qui remue les tripes. Cela évoque d'une métropole rapace, qui dissèque et sépare scientifiquement les subjectivités, qui suscite les méfiances envers les différences. La lutte unit, certes, mais produit-elle toujours une convergence ?

Le lendemain, à Tolbiac, vient la nouvelle d'une expulsion imminente. L'hystérie journalistique de certains épisodes en marge de l'occupation semble préparer le piège. D'abord l'attaque mystérieuse d'un employé de l'université que les étudiants condamneront dans une déclaration le lendemain et ensuite la provocation d'un membre du parti de Macron, qui est venu à l'occupation pour ramener les étudiants à la raison et est reparti couvert de farine. Une assemblée enthousiaste prépare la résistance : le soir, un appel urgent est lancé pour rejoindre la commune de Tolbiac le plus tôt possible, et ne pas céder d'un pouce. Il y a une volonté de défendre une expérience collective. Après l'intervention d'un garçon au visage couvert, il y en a un qui enflamme la pièce. Un délégué syndical de la CGT, responsable du secteur ferroviaire à Paris, dit : «Donnez-moi deux heures, deux heures de résistance et on vient avec les copains de la gare. Ils m'avaient aussi dit : «Une évacuation à Tolbiac ? Nous avons des bulldozers, mais pour moi les bulldozers, cela semble excessif ». Les applaudissements et les chorales sur bulldozers prennent le relais de l'auditoire pendant quelques minutes. S'ils ne sont pas des convergences, au moins nous avons appris à respirer ensemble. Et ça fait du bien [en français dans le texte].

Nous sommes tous le cortège de tête

Retour sur la manifestation du 1er Mai et ses quelque 1 200 Black Blocs : la fonte des masses syndiquées et l'inflation des cagoulés en début de manif, c'est le mouvement de l'Histoire, sous nos yeux myopes.

Daniel Schneidermann, Libération, 06.05.2018

Désespoir chez Yann Barthès, au soir du 1^{er} Mai. L'envoyé spécial de l'émission, Paul Larrouturou, se trouve en direct devant les vitrines brisées du McDonald's du boulevard de l'Hôpital. «La manif avait commencé bon enfant, se plaint l'envoyé spécial. Et tout d'un coup, tout a basculé.» Yann Barthès, désolé : «Les casseurs ont confisqué la manif.»

C'est cette histoire de «confiscation» que racontent les télés en boucle. L'histoire d'une honnête manif syndicale, pacifique, jouant le jeu des institutions, exerçant son droit légitime à manifester, une manif comme on les aime, sitôt dissoute sitôt oubliée, une «belle manif», soudain «confisquée» par une bande d'enragés surgis de nulle part, qui «veulent en découdre», «casser du flic», pratiquer le «terrorisme urbain», et qui ont fait subir «l'enfer aux manifestants», pour ne citer que quelques constats navrés happés au vol, toutes chaînes confondues. Noirs et Blancs, gentils et méchants, confisqueurs et dépouillés.

«Quand on arrive en ville, les gens changent de trottoir», chantait déjà, dans les années 70, la bande des Etoiles noires de Starmania. A croire que les Etoiles noires se sont réincarnées, le 1^{er} Mai, sur le pont d'Austerlitz. Pour la galerie des visages connus, pour le petit peuple des «belles personnes», les Black Blocs, ce sont les envahisseurs. Ils viennent d'ailleurs. «Je ne discute pas avec toi, petite gouape fasciste !» lance à



un interlocuteur au téléphone, dans l'émission les Grandes Gueules de RMC, l'avocat omniprésent Gilles-William Goldnadel.

Ce serait une belle histoire, sauf qu'elle est fausse. Il fallait tendre l'oreille aux chiffres de la préfecture de police de Paris. Ainsi se décomposait la manif : en tête, 1 200 cagoulés. Dans la manif syndicale proprement dite, sous les ballons, derrière les banderoles, 15 000 manifestants environ. Et entre les deux, 14 000 autres. Tiens tiens, qui sont donc ces 14 000 ? Le cortège de tête. Kesako, «le cortège de tête ?». Des manifestants, fatigués de piétiner sagement derrière les banderoles syndicales, qui préfèrent bader en liberté, non loin des cagoulés, devant, derrière, autour. En quelques années, depuis la loi travail, les syndicats se sont, en effet, laissés déposséder de la tête de manif. De cortège en cortège, les rangs syndicaux se clairsèment, tandis que s'étoffe le cortège de tête. Si confiscation il y a, elle dure depuis quelques années.

Comme son noyau dur - les cagoulés - le cortège de tête est opaque aux médias. D'abord, il n'a pas de porte-parole facilement joignable sur son 06, pas de chef, aucune incarnation possible, et c'est ce que les télé redoutent le plus. Il n'a pas de camions sono, mais une fanfare invisible. Ses banderoles sont référencées et souvent incompréhensibles aux moins de 25 ans. Mais il y a pire : le cortège de tête n'a pas de mot d'ordre. Sait-il même ce qu'il veut ?

Le cortège de tête ne pense pas en noir et blanc. Désolant constat : tous les cagoulés ne sont pas casseurs, et tous les casseurs ne sont pas cagoulés. Le cortège de tête ne va pas saccager le McDo, mais par sa masse même, il autorise le saccage. Des saccages d'ailleurs plus ciblés que ne le disent les télé s'en prenant aux banques, aux compagnies d'assurance, aux fast-foods, et au mobilier urbain, symboles d'un urbanisme vertical.

Comme il y avait, à l'époque du plan Juppé de 1995, des grèves par procuration, le cortège de tête saccage par procuration. Ceux qui le composent, souvent, ne savent pas eux-mêmes qu'ils consentent au saccage du McDo. Mais de fait, ils ne lèveront pas la main pour l'empêcher. S'il y a la moindre petite chance que le saccage du McDo arrête le train fou du macronisme, alors va pour le saccage (savoir si, effectivement, le saccage a la moindre chance d'arrêter le train fou est une autre question).

Le cortège de tête ne soutient pas, mais ne condamne pas. La fonte des masses syndiquées, et l'inflation du cortège de tête, c'est le mouvement de l'Histoire, sous nos yeux myopes. Comme on disait il y a cinquante ans à propos d'autre chose, nous sommes tous le cortège de tête.

Accusé d'avoir fomenté les violences du 1er Mai, le MILI répond au préfet de police de Paris

« L'enfer, ce n'est pas ce qu'ont vécu les forces de l'ordre le 1er Mai, c'est le monde que vous nous préparez. »

paru dans lundimatin#145, 10.05.2018, www.lundi.am

Suite à la manifestation du 1er mai à Paris, la préfecture de police a publiquement accusé le MILI (Mouvement Inter Luttes Indépendant), d'être à l'origine de la mobilisation et d'appeler à l'insurrection. Le mouvement lycéen et étudiant dissous depuis plusieurs années, s'est fendu d'une réponse que nous reproduisons ici.

Nous connaissons les communiqués de la préfecture de police autant qu'ils nous connaissent, nous nous sommes finalement habitués à y apparaître, à y être cités de manière opportune. Les diffamations médiatiques et gouvernementales ne nous étonnent plus depuis longtemps, bien qu'elles ne puissent être laissées sans réponse. Mais que de la diffamation le ministre de l'Intérieur en vienne aux menaces, cela exige une correction claire et immédiate. Voici donc, concernant la journée du 1er mai, plusieurs corrections :

1

– Le problème qui s'est posé en ce 1er mai aux politiques comme aux policiers, ce n'est pas le rassemblement de 1200 émeutiers, mais les 14 500 personnes qui les accompagnaient et sympathisent avec leurs pratiques. On ne spéculait tant sur le « black bloc » que pour masquer l'existence, autrement plus embarrassante, du cortège de tête. Cet embarras, il est perceptible jusque dans le chiffrage de la préfecture, qui doit désormais admettre qu'il y a presque autant de manifestants « hors du cortège déclaré » que dedans. Déjà, en 1968, la menace politique réelle, ce n'était pas les milliers d'émeutiers, mais la compréhension qui les entourait, et qui d'ailleurs les entoure toujours.

2

– Que le ministre de l'Intérieur en soit à traquer « celles et ceux qui appellent à l'insurrection » dit assez combien tout y appelle. Encore une fois, il s'agit de trouver des organisateurs, les organisateurs du désastre face aux organisateurs du désordre. Or, il semble ne toujours pas vouloir l'admettre, il n'y a pas d'organisateur mais des manières de s'organiser, de mettre en jeu des sensibilités et des affinités. Déclarer que ce qui s'est passé ce 1er mai est le résultat de quelconque appel n'est qu'un énième procédé visant à altérer la réalité : s'il y a un groupe d'incendiaires à l'oeuvre en ce moment en France, c'est bien le gouvernement lui-même. En matière de radicalité politique, le projet macroniste n'a pas d'équivalent. En matière de violence déchaînée, rien n'égale la brutalité du traitement policier réservé en ce moment à tout ce qui se lève. On n'avait pas vu un gouvernement aussi déterminé dans son désir d'affrontement avec la population depuis bien longtemps. Allumer dix foyers de révolte simultanément et se scandaliser que cela crame, c'est toute la pose hypocrite

du pouvoir en place. Nous ne ferons pas au ministre de l'Intérieur l'injure de lui rappeler qu'une constitution française, celle de l'an 1, stipule : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ». Vous avez bien lu, monsieur le ministre : pour chaque portion du peuple.

3

- Dans les années 1970 comme pendant le mouvement contre le CPE ou contre la loi Travail, le retour de l'éternelle rhétorique anti-casseurs ne témoigne que d'une chose : la fébrilité du gouvernement. Le niveau de rage diffuse contre la mise au pas macronienne n'a d'égal que le sentiment d'impuissance qu'elle cherche à produire. La logique d'écrasement déployée dans les universités, à la ZAD ou envers les syndicats appelle, en ce mois de mai, à se hausser au niveau de radicalité posé par le gouvernement. De fait, face à une offensive technocratique aussi massive, seule une insurrection peut nous sauver ; le festif ne suffira pas. L'enfer, ce n'est pas ce qu'ont vécu les forces de l'ordre le 1er Mai, c'est le monde que vous nous préparez. Nous ne comptons pas vivre dans un monde de crevards avec comme seul horizon la gestion sécuritaire du désastre écologique et économique.

4

- Vous pouvez bien parler de nous dissoudre, il est déjà trop tard : nous nous sommes déjà depuis longtemps dissous dans l'ensemble des complicités que nous avons tissées au fil des ans. Même vos compteurs professionnels s'en sont avisés : nous n'avons jamais été aussi nombreux ni aussi divers. Nous sommes littéralement partout. Aucun « retour à la normale » ne nous enlèvera les rencontres qui se multiplient à la faveur de ce mouvement. Les bulles sociales explosent, et c'est tant mieux. Ce monde nous appartient, car c'est nous qui allons y vivre.

Tolbiac, révolte-toi ! Retour sur un mois d'occupation

Paru sur la Plateforme d'enquêtes militantes, 13.05.2018, www.platenqmil.com

Pendant un peu moins d'un mois, le centre Pierre-Mendes-France de l'université Paris 1, communément appelé « Tolbiac » fut occupé dans le cadre de la lutte contre la loi ORE. A l'heure où cet article est écrit, le mouvement n'est pas fini mais subit une forte contre-offensive gouvernementale et policière. Il nous paraît important, en tant qu'étudiants de Tolbiac, de faire un bilan public de cette occupation, bilan qui nous permet de saisir certains aspects essentiels de ce qui s'est passé à Tolbiac en mars et en avril 2018. Nous aimerions aussi inviter les étudiants des autres facs occupées à reproduire ce geste qui nous permettra d'accéder à une vision globale de la situation actuelle afin d'avancer dans la perspective de réqualification stratégique du mouvement dans les semaines et les mois à venir

Pendant un peu moins d'un mois, le centre Pierre-Mendes-France de l'université Paris 1, communément appelé « Tolbiac » fut occupé dans le cadre de la lutte contre la loi ORE. A l'heure où cet article est écrit, le mouvement n'est pas fini mais subit une forte contre-offensive gouvernementale et policière. Il nous paraît important, en tant qu'étudiants de Tolbiac, de faire un bilan public de cette occupation, bilan qui nous permet de saisir certains aspects essentiels de ce qui s'est passé à Tolbiac en mars et en avril 2018. Nous aimerions aussi inviter les étudiants des autres facs occupées à reproduire ce geste qui nous permettra d'accéder à une vision globale de la situation actuelle afin d'avancer dans la perspective de réqualification stratégique du mouvement dans les semaines et les mois à venir



Historique

Le mouvement sur la fac de Tolbiac commença localement le 18 janvier avec l'envahissement du conseil d'administration de Paris 1, chargé de trancher sur les attendus à faire remonter pour trier les lycéens. Cet évènement fut le début d'une confrontation qui allait être de plus en plus directe vis-à-vis de la présidence, avec des rapports qui se sont détériorés sur le long terme au fil de la montée des tensions. La ligne du président Georges Haddad reflétait en vrai la ligne politique gouvernementale : «circulez, il n'y a rien à voir !». En ce moment de grève des copies qui se diffuse, on constate que cette ligne n'a pas trop bougé.

Il y eu beaucoup d'AG et quelques manifs entre février et mars. A chaque fois il y avait un petit peu plus de monde, bougeant à coups d'éclats inattendus et longs moments d'ennui. Le nourissement de la Commune de Tolbiac a été très graduel, au fil des blocages qui s'imposaient, quelques jours ciblés comme en 2016. La première occupation d'une nuit à la mi-février, qui ne s'est pas super bien passée à cause des pressions administratives, a été une preuve générale. Les vacances de printemps ont coupé le rythme et à la rentrée on y croyait plus vraiment. Les AG ont pourtant commencé à grandir grâce aux blocages répétés et l'idée du blocage total et illimité s'est graduellement imposée dans les esprits.

C'est le lundi 26 février que l'occupation fut décidée : elle a commencé de manière assez tranquille, avec une puissance progressive qui grandit jusqu'aux moments de joie teufarde qui se déchaîneront dans les semaines suivantes.

Une séparation entre AG et réalité du mouvement

L'incisivité du discours politique produit tout au long de la mobilisation à Tolbiac a été frappant et reconnu transversalement : contre la sélection, ouvrir les portes de l'université, pour en faire un lieu capable d'aller au-delà de la logique de marchandisation capitaliste et des mécanismes de formation et reproduction matérielle et idéologique de la force de travail contrôlée par la hiérarchie étatique. L'université devient ainsi «commune»: lieu de concentration de force sociale où essayer de pratiquer la «convergence en acte» des luttes en cours dont on parle depuis 2016 et en faisant émerger dans les formes d'opposition à la loi ORE des éléments d'imagination d'une autre université possible. Toutefois, par-delà de ces éléments de puissance exceptionnelle, un retour sur cette occupation nous permet en même temps de relever certains défauts, en sachant que leur thématization politique est le premier pas pour leur dépassement.

En premier lieu, on peut relever la caducité du modèle organisationnel traditionnel étudiant, formé par le couple AG/comité de mobilisation. Rappelons tout d'abord que dans ce modèle organisationnel l'assemblée générale occupe une place prépondérante dans la mobilisation. Elle est chargée de donner une légitimité démocratique aux différentes propositions des étudiants mobilisés. Le comité de mobilisation, de fait plus restreint, se charge quant à lui de mettre en pratique les décisions de l'AG. Ces deux instances sont régies selon un certain nombre de pratiques telles que l'usage de tribune, de liste d'inscrits ou du temps de parole limité. Là où le bât blesse, c'est que la pratique l'AG, malgré les taux de participation inédit qu'elle a touché, n'a jamais été un lieu d'organisation opérationnelle mais plutôt un mini parlement où chaque tendance politique (des anti-bloqueurs aux autonomes en passant par les militants gauchistes) se livrait à une bataille pour séduire le plus d'étudiants-spectateurs. Pour un étudiant lambda se ramenant dans une AG, son rôle se résumait à peu de choses : Il écoute, applaudit, vote, mais n'agit pas directement. Il n'a pas de rôle actif au sein de l'AG mais sert plutôt de support à ceux qui veulent faire passer des propositions. L'AG rend ainsi passif la majorité des étudiants et ces derniers se retrouvent donc à agir par procuration en laissant le comité de mobilisation mettre en place ce qui a été voté.

Conséquence logique de ceci, il en résulta une séparation entre l'AG de Paris 1, qui pouvait pourtant rassembler plus d'un millier d'étudiants, et la réalité du mouvement social d'ampleur dans laquelle seule une minorité, parmi lesquels beaucoup de militants, prit part. Cette différence en disait long sur le problème que posait ce dispositif qu'est l'AG, mais certains militants gauchistes n'en tinrent pas compte, du moins tant que les Ags étaient remplies¹. Le risque implicite dans cette tendance consiste dans l'absence d'attention pour l'aspect qualitatif de la mobilisation (son efficacité, la capacité de frappe de ces initiatives), sous-estimé par rapport à l'aspect quantitatif des AG et des cortèges étudiants. En effet une fois l'enjeu du blocage et de l'occupation dépassés peu de perspectives d'actions furent proposées. Certes il y eu quotidiennement des « cours alternatifs » organisés sur Tolbiac, mais ceux-ci étaient pour la plus part déconnectés des enjeux de la lutte qui était en cours. L'incapacité de pratiquer réellement des formes d'action immédiate, d'accumuler force et liens durables dans la fac afin de les faire déboucher sur des initiatives tournées vers l'extérieur, a été alors parfois imputée au comportement peu inclusif des occupants. Ce qui nous intéresse est plutôt de souligner un élément structurel: les problèmes inhérents au couple AG-Comité de mobilisation qui allaient forcément mener à une baisse de participation et des obstacles à la pratique de connexion de différents foyers de lutte. À partir du moment où il n'y a plus rien à voter (et encore moins à faire) qu'est-ce qui retient un étudiant dans une AG ? C'est à ce moment-là, une fois le blocage illimité de Tolbiac décidé, qu'il aurait fallu enclencher une autre vague de propositions fortes, autant que l'occupation.

Horizontalité et démocratisation

Ce modèle organisationnel impliqua aussi la présence au sein de la mobilisation du phénomène que l'on peut qualifier comme «démocratisation». La volonté de faire de l'AG une instance capable de représenter les étudiants, position tenue entre autres par certains noyaux organisés, a fourni plus d'un argument aux anti-bloqueurs pour contester ce qui était acté dans le cadre du mouvement. En voulant s'appuyer sur une prétendue « légitimité démocratique », le mouvement a ouvert la porte de l'AG à ces derniers, faisant de celle-ci le lieu d'une joute verbale continue, ce qui nous fit perdre du temps et de l'énergie. Le comble resta le moment où la tribune imposa la tenue d'un vote pour savoir si La cocarde étudiante, syndicat étudiant anti-bloqueur et réputé d'extrême droite, devait quitter l'AG ou non.

Les procédures formalisées de la démocratie ne sont pas émancipatrices par essence. Elles sont une des formes que peut prendre la lutte, mais ce qui importe véritablement c'est son contenu. Qu'une forme d'organisation soit démocratique ou non, peu nous importe, la véritable question est de savoir si cette dernière offre, dans les conditions qui sont celle du moment où elle émerge, une montée en puissance tant quantitative que qualitative du mouvement, de ses modes d'organisation et de son efficacité. La réponse donnée alors aux problèmes posés par l'AG ne fut pas mieux. Les assemblées qui eurent pour objectif de gérer l'occupation ne purent la remplacer dans son rôle mobilisateur car trop informelles et rarement annoncées publiquement. Peut-être que ce qui a fait défaut à ce moment-là fut une alternative inclusive à la traditionnelle AG, alternative qui aurait pu potentiellement initier des actions justifiant l'investissement des étudiants non-occupants dans la mobilisation.

Nous n'avons pas de modèle en main pour répondre à cette problématique, mais nous savons que le démocratisation tel qu'il s'est parfois exprimé dans le mouvement étudiant n'est pas une solution.

¹ Dès le début du mouvement en février, des vifs débats avaient secoué le comité de mobilisation pour trancher sur la forme organisationnelle ; des personnes qui ayant osé de proposer ce qu'ils appelaient «AG-pétale» (une sorte de dispersion de l'AG en commissions dont le modèle ne correspond pas forcément à l'avis des auteurs) avaient été traités comme des fous par les militants gauchistes.

Mots d'ordre et imaginaire du mouvement

Comme cela est le cas à chaque fois que les différents gouvernements touchent à l'enseignement supérieur, la mobilisation prit rapidement pour mot d'ordre « la défense de l'université », comprendre ici l'université à la française telle qu'elle existait durant les trente glorieuses. Dans l'argumentaire dominant du mouvement se retrouvait l'idée que le gouvernement et ses prédécesseurs, guidés par un idéal néolibéral, agiraient depuis des dizaines d'années en vue de faire de l'université une entreprise et de marchandiser le savoir. Ce qui nous intéresse à ce niveau c'est d'insister sur les éléments discursifs qui allaient au-delà du couple symétrique du « public » et du « privé ». Bref, insister sur la nécessité de dépasser le discours d'une bonne partie de la gauche s'attachant au modèle d'université « à la française ».

D'une analyse aplatie sur la défense du service public de l'université il n'était pas étonnant qu'en découle l'usage de l'imaginaire de l'autogestion et du « pouvoir au travailleurs » appliqué à l'université. Dans ce cas-là, l'identité étudiante se trouve alors réaffirmée et risque de renforcer le corporatisme du mouvement. Nous avons été quelques un à s'être tué à répéter cette hypothèse pendant la mobilisation : l'université actuelle a pour seule raison d'exister le fait d'être une fabrique à travailleurs intellectuels, le service public n'est pas opposé à l'économie et à sa logique, et le savoir universitaire a toujours été une marchandise, la seule différence par rapport à autrefois est qu'elle se vend moins bien. Combattre le principe de sélection seulement à l'université n'a aucun sens quand on sait que la sélection sociale ne s'opère pas seulement à l'entrée de l'université et que cette dernière n'est qu'un complètement spécifique d'un projet de reconfiguration plus générale du marché du travail. Dès lors, comme disait un tract diffusé au début de ce mouvement : « Lutter en tant qu'étudiant, c'est manquer le coche de ce que cette

loi de sélection peut solliciter : la critique du monde qui la régit »².

Autre aspect important de la mobilisation, les lycéens ont en été les grands absents et le mouvement a donc été mené par des personnes déjà sélectionnées (on trouvait même parmi les militants gauchistes des personnes en master, donc non concernées ni par la sélection, ni par la modularisation de la licence), ce qui amena à une moralisation du débat concernant la loi ORE. L'accent étant mis sur la sélection et non sur certaines mesures comme la fin des rattrapages, les étudiants ne pouvaient alors que rester dans un rapport d'extériorité vis à vis de la lutte. Cet esprit d'extériorité s'est retrouvé dans les slogans appelant à « ouvrir l'université aux enfants d'ouvriers »³ ou dans celui d'« éducation pour tous ». La moralisation du débat fait d'ailleurs écho avec l'absence dans la mobilisation régionale des facs réputées populaires (mise à part Paris 8 qui est encore occupée à l'heure où nous écrivons). Ces enjeux résultent encore ouverts et déterminants à l'heure actuelle, dans un moment de requalification du mouvement où son élargissement et sa généralisation sont encore plus urgents.

Une guerre médiatique

La question des médias dans l'occupation de Tolbiac est très importante en ceci qu'ils ont occupé une place prépondérante dans le rapport de force qui s'établissait entre d'un côté les occupants et de l'autre l'administration de Paris 1 et l'État.

Du point de vue de ces derniers les médias ont été leur principal outil afin de mener une guerre de communication ayant pour but de discréditer l'occupation et donc de justifier a priori une future évacuation du

2 Contre le monde et sa sélection : <http://www.19h17.info/2018/03/01/contre-monde-selection/>

3 On notera, pour faire écho avec l'absence de critique de l'université, qu'une université ouverte aux enfants d'ouvriers ne supprime pas les emplois d'ouvriers et qu'au final il y aura toujours des gens qui seront obligés de les occuper pour vivre.

centre. A chaque fois que l'occasion se présentait donc, nous eûmes droit à une attaque en règle (justifiée ou non) contre l'occupation. Le saccage du local de l'UEJF, les dégradations, l'attaque de Tolbiac par les militants d'extrême droite, la découverte de cocktails molotov, la supposée attaque d'un vigile par des occupants, voici quelques-uns des faits qui permirent à Haddad de montrer que « l'anarchie » régnait à Tolbiac et que cela justifiait son évacuation dès que possible.

Du côté des occupants la question des médias prit aussi une place importante, l'enjeu était de contrer la campagne de diffamation opérée par l'administration et de présenter aux étudiants de Paris 1 ainsi qu'à l'opinion public une autre facette de l'occupation. Cependant, ce désir de montrer une autre facette et de recentrer le débat autour de la loi ORE se confronta avec une hostilité à l'encontre des médias de la part d'une grande partie des occupants. Des interventions directement auprès des médias eurent tout de même lieu, mais elles furent globalement monopolisées par les groupes organisés⁴. En parallèle un auto-média fut créé, mais s'avéra assez peu efficace vu le peu de choses qui furent produites et ne put donc remplacer les médias dans leur rôle de communicants de l'occupation.

La conséquence de cela fut que la question des médias et plus généralement de l'image que pouvait avoir l'occupation prit une place si importante que toutes les assemblées (comités de mobilisation, AG d'occupation, réunions informelles) se retrouvaient à tourner principalement autour de ça. Cette obsession vis-à-vis des médias dépassa largement le cadre des habituels accros des journalistes et fini par empiéter dans les assemblées sur ce qui devait être vraiment discuté, à savoir l'élargissement des perspectives d'actions. Plus concrètement cette obsession s'est répercutée sur la façon dont les occupants ont traité l'affaire de la potentielle personne dans le coma après l'expulsion de Tolbiac⁵. L'importance stratégique que pouvait représenter une personne dans le coma ainsi que la temporalité médiatique sont peut-être les causes de ce qui se transforma en un énorme échec médiatique pour les occupants, alors accusés de véhiculer des « fake news » pour les besoins de leur lutte.

Fin de la centralité de la manifestation et affirmation de l'identité étudiante

Jusqu'à présent, la mobilisation de Tolbiac s'est distinguée de celle de 2016 sur au moins deux points. Tout d'abord par la forte présence des étudiants à l'AG de Paris 1 : alors que pendant le mouvement contre la loi Travail les plus grandes AGs de Tolbiac ne rassemblaient pas plus que quelques centaines de personnes, nous avons pu assister au cours des derniers mois à des AGs pouvant en rassembler plus de 1200. Le mouvement semblait donc localement massif, beaucoup plus en tout cas que par rapport aux mobilisations précédentes. En revanche cette présence massive ne s'est pas traduite par une sortie dans la rue. En effet la deuxième différence entre aujourd'hui et 2016 c'est que la manifestation ne fut pas une pratique centrale pour les étudiants : lors du mouvement de 2016 à Paris, cette centralité s'imposa face au peu d'agitation qu'il pouvait y avoir sur les facs elles-mêmes. C'est d'ailleurs en partie de cette impossibilité d'occuper une quelconque fac parisienne de façon pérenne, c'est à dire d'établir un territoire qui serait le lieu de la mobilisation, qu'émergea le cortège de tête.

Mais l'occupation étant actée à Tolbiac (et dans de nombreuses autres facs en France), un territoire fut établi et il n'était plus nécessaire d'en chercher un au sein de la manifestation. La manifestation offrit alors un intérêt limité et ce qu'on continua à appeler le «cortège de tête» en 2018 ne fut – pour une partie consistante des

4 Pour l'anecdote, cette soif d'intervention médiatique de la part des militants gauchistes en mena un à se réfugier dans un amphï lors de l'attaque de Tolbiac afin de témoigner en direct sur BFM TV de celle ci.

5 Peu nous importe si cette personne blessée gravement par la police lors de l'expulsion existe réellement ou non, ce qui nous intéresse ici est le traitement médiatique de l'affaire.

étudiants mobilisés – que le cortège des radicaux, du black bloc et des autonomes. La menace d'une possible expulsion de Tolbiac, la gestion de l'occupation et la répression dans les manifestations furent tant de raisons qui firent que les cortèges partant de Tolbiac pour rejoindre les manifestations furent si peu denses par rapport aux nombres de personnes passant quotidiennement à Tolbiac. Le mouvement étudiant s'est donc décentré par rapport à 2016, passant des avenues parisiennes à la fac de Tolbiac.

Ce décentrement de la mobilisation eut des conséquences significatives sur le rapport qu'ont entretenu les



étudiants mobilisés avec l'identité étudiante. Si au sein du cortège de tête de 2016 les personnes s'y mêlant pouvaient dans une certaine mesure se défaire des identités que le capital leur avait assigné⁶ (ce fut son seul et unique mérite), l'occupation de Tolbiac produisit l'effet inverse. L'idée de gérer de manière alternative la fac où jusqu'alors on ne venait que pour suivre des cours s'appuya sur le fait que les occupants étaient des étudiants de Tolbiac comme nous l'avons dit un peu plus haut. Cette occupation fut pensée comme l'occupation-des-étudiants-de-Tolbiac ce qui la condamna à renoncer à toute perspective radicale, clé de l'élargissement d'un mouvement.

6 Le cortège de tête eut la particularité de rassembler des lycéens, des étudiants, des chômeurs et des salariés non pas en tant que lycéens, étudiants, chômeurs ou salariés, mais en tant que parties d'un grand tout existant à travers un ennemi commun, l'État. En 2016 c'est à un embryon de subversion des identités du capital que nous avons assisté.

Conclusion

En définitive, l'occupation nous a appris qu'il faut impérativement repenser les formes d'organisation de la lutte pour ne tomber pas ni dans le piège démocrate, ni dans l'impasse groupusculaire. L'organisation n'est pas une fin en soi, elle se doit de répondre à des objectifs pratiques définis sur le court, moyen et long terme dans le cadre d'une lutte donnée.

Cette réflexion sur l'organisation doit nous amener à une réflexion plus globale à propos du monde qui nous entoure. La faible analyse de ce qu'est l'université par une bonne partie des occupants fut un exemple concret de l'absolue nécessité d'entamer des réflexions théoriques au sein des luttes. Si l'on creuse et établit un cadre d'analyse cohérent par rapport au contexte socio-politique, on pourra réellement dégager des perspectives communes à l'ensemble du mouvement social, au lieu de croiser les petites bulles entre elles. Cela passe ici par la déconstruction du prétendu «sujet étudiant» et de son «identité» imaginaire.

Ces quelques pistes pourraient nous permettre d'éviter lors d'évènements futurs ces moments où la situation ne fait plus sens et où la convivialité est écrasée par un climat d'impuissance. Trouvons des points communs, mettons les en pratique et tirons en des conclusions après coup. C'est pour ça qu'écrire cet article en pleine occupation n'aurait pas eu de sens ; quand on est pris dans le feu de l'action, l'immédiat pèse beaucoup plus que l'absolu.

Les mensonges de la gendarmerie sur les circonstances du tir de grenade qui a mutilé Maxime.

Communiqué du groupe presse de la zad

Publié sur le site de la ZAD, 24.05.2018, zad.nadir.org

Alors que l'opération de gendarmerie en cours sur la zad venait de commettre une faute aussi dramatique que prévisible, le premier réflexe du parquet comme du ministère de l'intérieur a été de dégainer au plus vite dans les médias le récit adéquat dans le but de couvrir les faits, se justifier de la mutilation de Maxime et tenter de neutraliser les réactions. M. Collomb ou le procureur général s'y sont employés immédiatement de la manière la plus affirmative possible, sans la moindre décence ni le moindre regret. C'est l'usage. Au-delà des considérations générales sur la brutalité de l'opération policière en cours, de la dangerosité avérée des grenades explosives et de leur usage immodéré sur la zad ces dernières semaines, nous avons souhaité pour notre part attendre d'avoir pu croiser différents témoignages avant d'être aussi affirmatif sur les faits.

Il nous apparaît aujourd'hui que la version gouvernementale selon laquelle les gendarmes auraient lancé des grenades pour se dégager en urgence d'un groupe d'une cinquantaine de manifestant.e.s les attaquants avec des cocktails molotovs est une fiction. Les communiquant.e.s de la gendarmerie pouvaient aisément le vérifier : chacune des interventions des gendarmes sur la zone a été filmée par leurs services. D'après les témoignages que nous avons recueilli, le drame est au contraire intervenu dans un moment décrit comme calme ou quelques dizaines de personnes faisaient face de manière statique depuis environ 45 minutes aux gendarmes mobiles. Ceci alors que le déblaiement d'habitat de la chateigne était en cours derrière la ligne policière. Les gendarmes étaient alors très nombreux face à un groupe réduit de manifestant.e.s. Un effectif de gendarmes mobiles, en embuscade est alors sorti à l'improviste de la forêt. Ils ont chargé les manifestant.e.s pour les dégager du champs et susciter un mouvement de panique. Cette charge subite a effectivement causé une fuite immédiate des personnes présentes, en direction de l'unique et étroit passage de sortie au bout du champs. C'est à ce moment là qu'une série de grenades a été lancée sur quelques personnes à la queue du groupe tentant d'échapper à la charge. Après l'explosion, plusieurs personnes se sont retournées et ont vu la victime, debout, dos aux gendarmes, se tenant le poignet droit avec la main gauche. Celle-ci a ensuite été plaquée au sol et tirée plusieurs mètres plus loin. Les témoins disent avoir vu les gendarmes «nettoyer» autour de la victime, enlever les morceaux de chair et mettre de la terre sur les traces de sang.

Ce qui ressort de l'ensemble des témoignages est clair : contrairement à ce qu'ils affirment, les gendarmes ne sont pas intervenus avec des grenades explosives pour se dégager d'un groupe d'assaillant.e.s et se sortir d'une situation de danger grave, mais bien pour disperser des manifestant.e.s alors statiques et en sous-

nombre d'un champs. Ceci n'a d'ailleurs malheureusement rien d'inhabituel dans cette opération policière. Au cours des dernières semaines, chacun peut témoigner que les grenades explosives GLI-F4, entre autres armes mutilantes, ont été utilisées à de multiples reprises comme simple outil de dispersion et de terreur et non pour faire face à des attaques réelles d'opposants. Soulignons en passant que du côté même des gendarmes, les seules blessures graves dans leur rangs - à l'automne 2012 comme lors de cette nouvelle vague d'expulsion - ont été causées par un mauvais usage et l'explosion de leurs propres grenades.

– - Nous appelons à réagir partout pour dénoncer les mutilations causées par les armes de la police et la brutalité de l'opération toujours en cours sur la zad.

Témoignage d'une arrêtée du lycée Arago

« J'ai les jambes qui tremblent, mon corps se place dans la forme de mon voisin. Je commence à concevoir pleinement l'espace qui nous entoure comme une denrée précieuse et rare. Cela fait quatre heures déjà, que nous sommes enfermés. »

paru dans lundimatin#148, 07.06.2018, www.lundi.am

Mardi 22 mai, jour de manifestation à Paris. Cette fois ce sont les fonctionnaires, accompagnés des lycéens et étudiants, qui prennent la rue. Le cortège, qui a eu plusieurs fois maille à partir avec les forces de l'ordre, finit son trajet place de la Nation. A deux pas se situe le lycée Arago, dont certains élèves ont fait grève ce jour-là contre Parcoursup et la sélection à l'entrée de l'université. Une assemblée y est prévue, qui se transforme en début d'occupation. La police intervient et arrête la centaine d'occupants, dont des lycéens mineurs, des étudiants, et même des journalistes (comme notre amie de Doc du réel). Tous passeront à peu près deux jours en garde à vue, et certains quelques heures encore dans les geôles du nouveau Palais de Justice. Certains des occupants sont reconvoqués pour un procès (pour intrusion dans un établissement scolaire et groupement en vue de commettre des dégradations), d'autres ont « bénéficié » d'un rappel à la loi, d'autres encore ont été mis en examen.

Après le témoignage de Camille de Doc du réel, nous publions le récit d'une autre occupante du lycée Arago.

Je me trouvais donc dans le lycée Arago lorsque la police, avec ses haches, et ses scies circulaires, est venue nous dégager, un par un. Nous n'avons pas été offensifs à leur arrivée. Nous aurions pu leur lancer tables et chaises lorsque nous nous trouvions au dernier étage mais moi je me contentais de crier : « Bienvenue ! Bienvenue ! Bande de sacs à merde ! »

J'enchaînais, en voyant gravir l'un de ces messieurs avec une tronçonneuse : « Tu vas faire un massacre avec ton engin ! - T'inquiètes pas, j'vais te découper en morceaux ! » Me dit-il, en souriant, avec ce petit rictus pervers au coin de la bouche, propre à cette race dérangée qu'est la police.

Et non, à vrai dire, je ne m'inquiétais pas, au contraire, je riais grassement pour leur montrer que je n'avais pas peur, que je me foutais de leurs menaces. Car, à force de les côtoyer quotidiennement, en les croisant tous les jours à vélo, sirène hurlante, en manif, dans leurs costumes bleus du dimanche, on apprend à ne plus les prendre au sérieux. Pour moi, ce ne sont plus des hommes mais seulement des poussières, une matière désintégré. D'ailleurs, eux-mêmes certainement, en tant qu'objets non-pensants, ne doivent pas moins nous considérer. Nous serons quittes alors.

Pendant ce temps, ils finissent par enjamber les dernières barricades faites à la hâte, à l'aide du matériel que nous avons trouvé dans les classes. Nous nous retrouvons (un groupe d'une cinquantaine de personnes je dirais) tassé au fond d'une salle de cours. Le kapo arrive, l'air acerbe et les yeux convulsés, et nous annonce que nous sortirons par groupe de cinq, afin de nous faire « interpellé ». La scène en question mérite le coup

d'oeil : le loustic qui nous parle siége sur l'estrade, tel un professeur, avec écrit, derrière lui, à la craie sur l'ardoise, en énorme : « ACAB ». Je reste, pour ma part, avec deux amis à moi, et nous descendons dans la cour humide du lycée après s'être faits fouillés et tripotés chacun. La pluie est douce et pendant que les flics s'encanaillent d'avoir faits si bonne pêche, des rats de la BAC ramènent quelques fugitifs cachés ça et là dans les recoins du lycée. Maintenant, ils nous demandent nos étiquettes, et se livrent à leur passe-temps préféré : nous faire la morale, car, après tout, ce sont de bons flics qui font leur travail.

Le gendarme devant nous ne cesse d'afficher sa bonhomie : « 48 heures ! Une petite partie de plaisir ! » Arrivent ce qui semble être la proviseure et ses sbires, parlant entre eux sous un parapluie, en nous jetant des regards en coin, comme des voyeurs lubriques. Je leur fait des grimaces, ça fait passer le temps. Après une heure d'attente, on nous déplace vers l'extérieur. La rue est bouclée, mais j'aperçois au loin des camarades inconnus qui nous font signe de la main. J'ai à peine le temps de les saluer quand un des CRS me rabat violemment le bras puis me jette dans le car, déjà plein à craquer. Nous sommes une soixantaine, dans une caisse en longueur de 20 à 25 mètres carrés avec seulement 15 places assises.

Malgré la chaleur étouffante on profite du peu de souffle qu'on a pour chanter toutes sortes de mélodies raillant les keufs. Le chauffeur, ce champion, se plaît à freiner énergiquement pour avoir le plaisir de nous voir nous écrabouiller les uns sur les autres. Il roule à toute blinde, sans se soucier bien sûr des feux rouges. On l'encourage : « Le drift ! Le drift ! Des tonneaux ! ». Nous faisons le trajet de la manif à reculons : Nation, Bastille, République... jusqu'au commissariat de l'Évangile. Je me hisse sur les accoudoirs en équilibre, pour voir par dessus la vitre teintée. L'endroit a tout l'air d'un terrain vague ou d'une déchetterie abritant quelques véhicules de police.

On se roule les dernières cigarettes que l'on a à défaut de pouvoir boire ou manger. Je commence à perdre patience, comme d'autres. Une sorte de folie s'empare de nous... « ON VA TOUT CASSER » Ca gueule à tout va, on donne des coups dans les portes, dans les vitres qui nous séparent du vide du dehors. Je ne peux pas m'asseoir, car je ne laisserais plus de place aux gens qui sont debout. Une fille s'est allongée sous les sièges. J'ai les jambes qui tremblent, mon corps se place dans la forme de mon voisin. Certains ont encore la force de hurler, d'autres on choisit une épaule où s'assoupir. Je commence à concevoir pleinement l'espace qui nous entoure, centimètre par centimètre, comme une denrée précieuse et rare. Cela fait quatre heures déjà, voire cinq pour certains, que nous sommes enfermés sans qu'une seule fois la porte ne nous soit ouverte.

Un policier se pointe : « Les femmes d'abord ». Nous voilà enfin à l'air libre, mais cette fois-ci dans ce qui ressemble à un enclos à bêtes. Les hommes auront le leur, jouxtant le nôtre. Nous sommes appelés ensuite à tour de rôle, pour être amenés dans des salles de fouille. Pour ma part, j'ai eu l'honneur de me faire fouiller deux fois de suite étant donné que la première flic avait oublié de transmettre à l'OPJ ma feuille de fouille.

Je suis emmenée un peu plus tard, en compagnie de 3 filles que je ne connais pas, dans un camion fourrière qui nous divisera dans deux commissariats différents. Nous arriverons, avec Sardine, dans le commissariat du Xe arrondissement. L'idée de me faire encore enfermer dans une boîte sans air me file une nausée terrible. Une fois dans la cellule, on arrive tout de même à s'endormir, à même le sol, en compagnie d'une Bulgare avec qui nous n'avons pas vraiment fait connaissance puisque cette dernière ne parle pas un mot de français. Il est environ 3 heures du matin. Je fais tout au long de la nuit des rêves étrangement heureux, me promenant, libre, en compagnie d'êtres imaginaires. Songes, bien sûr, qui se solderont par la frustration de se retrouver derrière les barreaux.

Nous sommes réveillées aux alentours de 7 heures avec l'offre de nous sustenter de gâteaux bretons périmés depuis 2014 et une brique de jus d'orange concentré. Je décline la proposition. Sardine part ensuite avec un de ces porcs. Elle revient quelques instants plus tard : elle a refusé les empreintes. C'est à mon tour, je m'exé-

cute (il m'ont, par le passé, déjà volé mes mains). Le type en question qui m'imprime les doigts est une sorte de nain à l'expression remarquablement apathique, nous l'appellerons ici Humpty Dumpty. Hmpty Dumpty étant remarquablement petit, il fut donc dans l'impossibilité d'atteindre le mètre mesureur, relevé alors à son maximum. Je vis qu'il était dans l'embarras, et lui proposa avec amusement de le descendre à sa place.

Je regagnais ma cellule quand Sardine fut remmenée par le même gars, suivi, cette fois-ci, d'un bonhomme de deux mètres de haut, soi-disant « chef du département des empreintes » (qui, à mon avis, n'était qu'un malabar de la BAC). L'entretien me paraît long, trop long. Quinze minutes, une demi-heure passent, quand revient, toute abattue, ma petite compagne de cellule. « Ils m'ont dit que si je refusais ils m'enverraient en prison, que j'aurais une amende...

– Mais je t'avais dit que c'était faux, c'est que du mensonge !

– Je sais, j'ai craqué, c'est tout. »

Les larmes lui viennent et ma haine s'aiguise immanquablement.

Nous faisons peu à peu connaissance en jouant aux devinettes, pour nous divertir de la situation. L'heure du déjeuner se fait sentir. On nous porte, par une petite trappe dérobée, deux plats en plastique fumants. Le riz méditerranéen est une première pour Sardine, qui le goûte sans trop rechigner. Pour ma part, j'aborde la nourriture fossilisée avec autant de méfiance qu'une tarentule m'inspire. Je n'ai pas faim de toute façon.

Nous devons passer désormais en audition. Nous nous étions accordées au préalable, pour ne rien dire. « Je n'ai rien à déclarer ». Fallait voir sa gueule à l'OPJ. On ne démordait pas. Ayant remarqué notre obstination, les flics décident de nous faire la totale. Sardine sera encore la première. En 5 minutes cette fois ils ont réussi à la convaincre de donner son ADN. Je fulmine. Le géant de deux mètre s'amène pour moi, je réplique :

« – Si c'est pour me prendre mon ADN ça sert à rien de me faire déplacer. Je ne le donnerai pas.

– C'est ce qu'on va voir. On va s'expliquer d'abord.

– Ouais, on va s'expliquer. »

J'avais le mord. Une envie de tuer presque. Il me jette dans la petite salle des empreintes, se tient en face de moi, ce colosse à la voix pincée (on aurait dit qu'il s'était coincé les couilles dans un tiroir) et me dit, en montrant ses dents, comme un chien enragé :

« – Bon, tu va me le donner maintenant ton ADN, comme ta petite copine !

– Je n'ai rien à déclarer, en serrant les dents, pour l'imiter.

– Mais encore ?

Je ne réponds pas.

– MAIS ENCORE ?

– Je vous ai déjà répondu. J'ai rien à vous dire.

– Mais encore ?

– Vous êtes sourd ou quoi ? Je changerai pas d'avis.

Il me cause toujours tandis que je lutte pour garder mon sang froid. Je finis pour dire :

– Bon tu vas me frapper maintenant pour que je donne c'est ça ?

– Tu joues à quoi là ? t'es gogol ou quoi ?

– Ouais j'suis gogol, totalement gogol. »

Il finit par me faire sortir :

« Tu vas voir, tu vas te retrouver avec trois mois fermes ! j'te mets en prime une remarque sur ton comportement ! »

Je retrouve Sardine.

« J'l'ai pas donné. » et là, j'éclate en sanglots, à la fois de joie pour lui avoir tenu tête mais aussi pour libérer ma réelle frousse. A ce moment arrivent quatre marocains, dont une fille. Un seul des quatre parle quelques mots de français. Il paraît qu'ils ont volé quelque chose. Ils sont à la rue. On les menotte tous au banc devant la cellule des hommes. Je n'arrive pas à les voir, je prête l'oreille. Ils sont interrogés violemment par deux grands baceux qui ne lésinent pas à les taxer de « sales arabes », de « saletés » et j'en passe. Un des ados est emmené dans la salle de fouille devant notre cage, il ne doit pas avoir plus de quinze ans vu sa taille. Je vois un des policiers enfiler des gants bleus en latex. La porte se ferme.

« – Baisse ton pantalon ! Baisse-le j'te dis !

Le garçon se débat, il crie : « Pourquoi ? Non...Non ! »

J'entends alors une volée de coups s'abattre sur lui. Il le supplie d'arrêter. Je me mets à gueuler et à taper contre les vitres. En vain. Je me sens comme témoin d'une scène de torture de la Gestapo. En ressortant, le petit saigne près de l'oeil, sur la tempe, et marche avec peine. Une sorte de démençe se lit dans son regard, il jure en arabe, hurle qu'on le lâche.

Nous sommes sorties à ce moment là de notre cellule avec Sardine et menottées au même banc que les nouveaux arrivants. Le jeune marocain gagne notre ancienne place. Nous attendons d'être déferées au Dépôt, nous, les objets trouvés. Pendant ce temps, la même scène se répète pour chacun des marocains (sauf la fille) : des cris, des coups, des cris puis des coups.

Le baceux qui a frappé le premier se rend devant sa cellule. « Alors, comment il va le nabot ? » Un flic le fait sortir, le présente à l'homme de main. Il prend le visage du jeune homme entre ses deux doigts, le tourne en l'inspectant comme un vulgaire morceau de viande.

« – Ca va, je pensais qu'il serait plus amoché. Il a une bosse et arrive à marcher. C'est déjà ça. »

Les coups de vingt heures sonnent. Quatre policiers viennent pour moi. Je suis détachée du banc pour être remenottée, les mains dans le dos. Dans la voiture, je regarde les passants et essaye d'attirer le regard de certains. Un me regarde, me fait un geste de compassion. Arrivées au TGI flambant neuf nous devons passer une multitude de sas dont les portes restent encore défectueuses. La suite de l'histoire n'est pas exotique : je resterai quelques 16 ou 17 heures dans une cellule insonorisée à dormir, chanter ... en attendant de voir mon avocat et la proc'.

Je sortirai avec une feuille m'annonçant mon procès, prévu dans 5 mois.

